



62B

Canadian
Heritage
8120-3-00

Patrimoine
canadien

VOL 1 UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -
ONTARIO
SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
ONTARIO
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS

SCHOOL GOVERNANCE

GESTION SCOLAIRE



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8120-3-00
VOL 1

000266



CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM
À COMPTER DU

2000-12-01

TO
JUSQU'AU

2001-02-08

AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

FILE NO. - DOSSIER N°

VOLUME

Dossiers :
Gestion scolaire en Ontario
Entente régulière Langues officielles en enseignement

NOTE AU DOSSIER

Date : le 8 février 2001

De : Nicole Frenette *Nicole Frenette*
Agente principale de programme

Objet : **Conférence téléphonique avec le ministère de l'Éducation de l'Ontario**

Y participaient: Yvan Déry (Directeur, Patrimoine canadien, Direction des opérations et de la coordination régionale)
André Latreille (Patrimoine canadien, Gestionnaire,)
Nicole Frenette (Patrimoine canadien Agente principale de programmes,)

Marie-Lison Fougère (Ministère de l'Éducation de l'Ontario, ancienne directrice, Direction des politiques et des programmes relatifs à l'éducation en langue française,)

Maurice Boutet, (Ministère de l'Éducation de l'Ontario, Directeur intérimaire, Direction des politiques et des programmes relatifs à l'éducation en langue française,)

Lise Alain, gestionnaire, (ministère de l'Éducation de l'Ontario, gestionnaire, Unité de soutien en matière de politiques et programmes,)

Réjeanne Gay (Ministère de l'Éducation de l'Ontario, Conseillère principale)

Marc Despatie (Ministère de l'Éducation de l'Ontario, Conseiller principal)

Robert Laplante (consultant pour le Ministère de l'Éducation de l'Ontario)

Marie-Lison Fougère début la réunion en indiquant qu'elle fait suite à celle qui avait eu lieu entre Nicole Frenette et plusieurs personnes au Ministère de l'Éducation de l'Ontario au sujet du rapport annuel pour l'Entente ainsi que la rencontre qui avait eu lieu à Ottawa au mois de juin de

l'année dernière. Elle indique que le rapport d'activités qui sera soumis l'année prochaine sera beaucoup plus précis car l'Ontario pourra évaluer plusieurs résultats avec des indicateurs très précis qui seront développés dans le cadre d'évaluation. Ce sera déposé lors de la réunion qui aura lieu le 21 février à laquelle participera Mme Gosselin et Hilaire Lemoine de Patrimoine canadien [????]. En effet, il est difficile de mesurer la satisfaction des parents quand ce sera le cadre d'évaluation qui déterminera la façon de procéder. Yvan Déry souligne qu'effectivement, le cadre d'évaluation permettra de rendre compte sur des indicateurs de performance tels que la satisfaction des parents. Il reste qu'à certains endroits, des résultats pourraient être précisés davantage, notamment quand il s'agit de nombres.

Marie-Lison explique qu'elle avait posé les mêmes questions quand elle avait vu le rapport d'activités la première fois. Elle estime qu'à certains endroits, ils pourront donner des données approximatives qui démontrer les progrès vers les objectifs escomptés. De toute évidence, le cadre d'évaluation permettra de mieux préciser les chiffres à partir de l'année prochaine. En effet, il n'existe pas à l'échelle des Conseils scolaires des suivis systématiques, c'est ce que donnera le cadre d'évaluation. Mais si le fédéral veut davantage de renseignement pour cette année financière, Robert Laplante [le consultant qui a préparé le rapport d'activités] pour raffiner certaines informations. Ils vont pouvoir préciser pour ce qui est des indicateurs quantitatifs mais pas qualitatifs. Yvan Déry a indiqué qu'il est satisfait de cela, et veut préciser avant d'enchaîner qu'il aime beaucoup la structure du rapport d'activités. Il est satisfait qu'on est une idée d'où on est du côté progrès et d'avoir une estimation. Idéalement, nous recherchons pour chaque résultat, une description soit d'une mesure précise ou où on est pour ce qui est de la stratégie de mesure.

Marie-Lison estime que l'Ontario a ressenti une certaine «frustration» car au point de départ, ils n'ont jamais reçu une matrice expliquant quoi fournir dans le rapport d'activités. Yvan Déry indique que l'on doit recevoir un rapport d'activités qui est conforme au plan d'action qui avait été accepté dans le cadre de l'Entente, que cela passe la barre d'une vérification. Il explique qu'il faut de la transparence, qu'on comprenne les chiffres. Il explique que les indicateurs le tracassent moins mais c'est surtout au niveau de la comptabilité qu'il voulait discuter. On ne voit pas dans le rapport le financement qui est accordé par catégorie et par année, et ça, cela doit être évident pour un vérificateur. Il faut voir qu'en 2001-2002, l'Ontario est «on target» donc il faut reprendre le plan d'action. Si l'Ontario se rend compte que ce n'est pas le cas, elle doit en faire la demande écrite à Patrimoine canadien.

Pour ce qui est de l'Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde, Yvan indique que le Canada a une nouvelle politique sur les transferts qui exige que nous ayons certaines clauses sur l'indemnisation [voir document modification à l'entente]. Patrimoine canadien a deux options: i) monter une nouvelle entente à la ministre et refaire signer les deux ministres ontariennes; ii) ne pas remettre en question l'entente qui a été signée mais de faire monter une modification à l'entente.

Marie-Lison indique qu'à prime abord, la première option ne serait pas acceptable. Ils auraient énormément de difficultés à expliquer aux ministres que l'Entente devrait être résignée pour des clauses qui se retrouvent de toute façon dans toutes les ententes du Ministère de l'Éducation de

l'Ontario. «Sur le fonds» des modifications, elle n'a pas de problème. Elle préfère la seconde option. Selon elle, c'est «loufoque» de devoir modifier une entente pour ses clauses. Elle suggère à Maurice Boutet d'alerter Maurice Proulx pour lui expliquer la situation mais elle estime que cela nécessiterait un appel de plus haut. Il faudrait qu'Hilaire téléphone Maurice Proulx, sinon Norman Moyer. Elle espère que Patrimoine canadien mettra un peu d'eau dans son vin.

La rencontre s'est terminée par un retour aux différents indicateurs qui nécessitaient des précisions (notamment en ce qui a trait à donner des chiffres lorsqu'on mentionne de tels mots comme «some», etc.). Le rapport d'activités sera terminé sous peu.

SERIES - 8120-3-2000

PROGRAMME D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES
OFFICIAL LANGUAGES SUPPORT BRANCH

NOM/NAME

FRANÇAIS/FRENCH	ONTARIO – GESTION SCOLAIRE : GÉNÉRALITÉS
ANGLAIS/ENGLISH	

MODIFICATIONS

<input checked="" type="checkbox"/>	NOUVEAU DOSSIER / NEW FILE
<input type="checkbox"/>	NOUVEAU VOLUME / NEW VOLUME #
<input type="checkbox"/>	ANNULER NOUVEAU DOSSIER / CANCEL REQUEST
<input type="checkbox"/>	CHANGEMENT DU NOM FRANÇAIS
<input type="checkbox"/>	CHANGE IN THE ENGLISH NAME

COMMENTAIRES/COMMENTS

S.V.P. RETOURNER À VALÉRIE BELLEMARE 994-5696

MERCI! / THANK YOU!

DEMANDÉ PAR / REQUESTED BY:

Valérie Bellemare

Valérie Bellemare
SIGNATURE

JUILLET 7, 2000

DATE

Patrimoine Canadien
Cabinet du Sous-ministre adjoint
Identité canadienne

Canadian Heritage
Office of the Assistant Deputy Minister
Canadian Identity

*N1700
pour dossier*

FICHE DE SERVICE - ACTION REQUEST

Date April 5, 2000	Copies: <input type="checkbox"/> SMA-ADM <input type="checkbox"/> DG CPM - PCM <input type="checkbox"/> DG AS - SA <input type="checkbox"/> DG PCSP - CPPS <input type="checkbox"/> DG OLSP - PALO <input type="checkbox"/> SECRÉTARIAT DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE <input type="checkbox"/> GESTION DU SECTEUR - SECTOR MANAGEMENT <input type="checkbox"/> AUTRES - OTHERS
# Dossier - File # CH2000-08503	
Transmise à - Referred to Ginette Huard	
Demandeur - Requestor CIADM	

Date d'échéance / Due date

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Donner Suite
For action | <input type="checkbox"/> Pour information
For information |
| <input type="checkbox"/> Fiche demandée
Fiche requested | <input type="checkbox"/> Faire circuler
Please circulate |
| <input type="checkbox"/> Pour action à l'interne
For internal action | |

REMARQUES / REMARKS:

Pour action appropriée. Merci!

Note pour DGPALO: Danielle, y a-t-il un représentant chez vous? S.V.P. informer Chantal Robillard. Merci!

H. Huard
merci

Ministère de l'Éducation
Ministry of Education



TRANSMISSION DE TÉLÉCOPIE

DESTINATAIRE : Norman Moyer

NUMÉRO DE TÉLÉCOPIEUR : (819) 953-7067

EXPÉDITRICE/TEUR : Bureau de Marie-Lison Fougère

DIRECTION DES POLITIQUES ET
PROGRAMMES D'ÉDUCATION EN LANGUE
FRANÇAISE


8^e étage, Édifice Mowat, 900, rue Bay,
Toronto ON M7A 1L2

N° de télécopieur : (416) 325-2979 ou (416) 325-2156

N° de téléphone : (416) 325-2127

SUJET : Invitation à un atelier portant sur
l'élaboration d'un cadre d'évaluation fédéral-provincial
aux fins de l'Entente spéciale Canada-Ontario

NOMBRE DE PAGES (COMPTANT CELLE-CI) : 10

 Ministry of EducationMowat Block
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2

Ministère de l'Éducation

Édifice Mowat
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2

Le 30 mars 2000

Monsieur Norman Moyer
Sous-ministre adjoint
Identité Canadienne
Pièce 11H29
Édifice Jules Léger
25, rue Eddy
Hull QC K1A 0M5

Monsieur,

Je vous écris afin de vous inviter à un atelier portant sur l'élaboration d'un cadre d'évaluation fédéral-provincial aux fins de l'*Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone*. En plus des directions des conseils de district de langue française de l'Ontario, cet atelier doit réunir des représentantes et représentants du ministère du Patrimoine canadien et du ministère de l'Éducation (voir documents ci-joints). Le tout aura lieu le mercredi 19 avril prochain, à l'hôtel Delta Chelsea Inn de Toronto.

Le but de cet atelier est de dégager un consensus autour des objectifs, des activités principales, des résultats et des indicateurs de rendement pertinents à la mise en oeuvre de l'Entente. C'est au groupe-conseil PGF/GTA, responsable de l'élaboration du cadre d'évaluation, que reviendra la tâche de faciliter ce processus.

Compte tenu des sommes importantes consenties par les gouvernements fédéral et ontarien, il importe de se doter d'une démarche fiable afin de rendre compte des progrès accomplis lors de la mise en oeuvre de l'Entente. Le cadre d'évaluation vise à fixer les paramètres de l'évaluation de l'Entente en fonction des objectifs énoncés dans le plan d'affaires qui l'accompagne. Ce cadre d'évaluation, une fois établi, saura témoigner de l'engagement mutuel de nos instances respectives envers les principes de transparence et d'obligation redditionnelle.

.../2

2

La grande majorité des directions de conseils scolaires de langue française de district de l'Ontario ont déjà confirmé leur intention de participer à l'atelier du 19 avril prochain. Nous espérons pouvoir compter sur votre présence et celle de représentants du Patrimoine canadien pour faire valoir la perspective du gouvernement fédéral. Je vous serais reconnaissant de veiller à ce que les noms des participants de Patrimoine canadien soient communiqués à madame Lise-Marie Baudry de la direction des politiques et programmes d'éducation en langue française, en composant le 416-325-4022 ou encore à l'adresse électronique suivante: lise-marie.baudry@edu.gov.on.ca.

En vous remerciant à l'avance de votre collaboration, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,
Division de l'éducation en langue française
et de l'administration de l'éducation,



Maurice Proulx

p.j.

**Cadre d'évaluation de l'Entente spéciale Canada-Ontario
relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone**

**ORDRE DU JOUR PRÉLIMINAIRE
DE L'ATELIER DU 19 AVRIL TENU À TORONTO, 11 H À 15 H
SALLE ROSSETTI, 3^e ÉTAGE, DELTA CHELSEA INN, 33 RUE GERRARD OUEST**

PGF/GTA Recherche a été mandaté par le Ministère de l'Éducation de l'Ontario et Patrimoine canadien d'élaborer un cadre d'évaluation pour l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone.

Une première ronde de consultation avec les directeurs d'éducation des 12 conseils scolaires de langue française a été réalisée, ainsi qu'avec des représentants du ministère de l'Éducation et de Patrimoine canadien. Au terme de cette consultation un premier cadre logique de l'entente aux fins de son évaluation a été élaboré.

Nous invitons les personnes qui ont été consultées dans cette première ronde à participer à un atelier le mercredi 19 avril prochain à Toronto. Cet atelier vise à revoir, améliorer et valider l'ébauche réalisée.

Les participants recevront une copie de l'ébauche une semaine avant la date de l'atelier. Ils seront invités à réviser ce document avec leurs collaborateurs afin de contribuer à l'élaboration du cadre au cours de l'atelier.

Lors de l'atelier, les participants devront définir les critères à partir desquels ils sélectionneront les résultats essentiels attendus de l'entente et les indicateurs pour les mesurer.

L'atelier s'attaquera, par étape, à chacun des trois grands objectifs de l'entente. En ce qui concerne les deux premiers objectifs relatifs à l'opérationnalisation et à l'accès, les participants sélectionneront, à partir d'une liste exhaustive, les résultats attendus et leurs indicateurs. Ils compléteront enfin la liste des indicateurs de rendement pour les résultats attendus du troisième objectif relatif à l'amélioration du rendement des élèves.

ORDRE DU JOUR

Arrivée : 11h00

1. Présentation de PGF/GTA recherche et du mandat qui lui est confié (5 min.)
2. Précisions sur le cycle de la vie d'un programme/entente : illustrer avec un schéma les étapes de planification, mise en œuvre, évaluation d'un programme/entente (10min.)
3. Présentation du déroulement de l'atelier (5 min.)
4. Précisions sur les termes de l'évaluation utilisés : (10 min.)
 - a. préciser la distinction entre la conception d'un cadre d'évaluation et l'évaluation comme telle d'un programme/entente
 - b. distinguer objectif, activité et résultat
 - c. distinguer les types de résultats : extrants / effet / impact
 - d. définir l'indicateur de rendement
 - e. distinguer évaluation formative et évaluation sommative
 - f. présenter un exemple de cadre logique complété
5. Définition des critères de sélection des résultats / indicateurs / outils de collecte de données (10 min.)
6. En quatre sous-groupes : compte tenu des critères retenus, étudier, sélectionner et préciser les résultats attendus et les indicateurs de rendement : (40 min.)
 - a. **Équipe 1** : Objectif 1 : Rendre le système opérationnel – Établir la structure administrative de chacun des 12 conseils scolaires de district de langue française
 - b. **Équipe 2** : Objectif 1 : Rendre le système opérationnel – Mettre en place des systèmes informatisés pour l'établissement des rapports financiers, la gestion des ressources humaines et l'organisation du personnel
 - c. **Équipe 3** : Objectif 2 : Promouvoir l'accès à l'éducation de langue française – Construire ou améliorer des installations scolaires
 - d. **Équipe 4** : Objectif 2 : Promouvoir l'accès à l'éducation de langue française – Établir des réseaux technologiques entre conseils scolaires pour les communications internes et externes
7. Plénière : compte rendu des travaux des sous-groupes, discussion et obtention d'un consensus (30 min.)

Lunch : 12h-12h45 (servi sur place)

Reprise des travaux : 12h45

8. En trois sous-groupes : compte tenu des critères retenus, étudier, sélectionner et préciser les résultats attendus et définir les indicateurs de rendement : (60 min.)
 - a. **Équipe 1** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Mettre en œuvre une politique d'aménagement linguistique au niveau local en vue d'aider les élèves de langue française à relever les défis que pose l'apprentissage dans un contexte de langue minoritaire
 - b. **Équipe 2** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Fournir aux élèves de langue française les services de soutien requis pour les aider à atteindre un meilleur rendement scolaire
 - c. **Équipe 3** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Offrir des programmes éducationnels sur de vastes étendues géographiques à l'aide des technologies d'éducation à distance
9. Plénière : compte rendu des travaux des sous-groupes, discussion et obtention d'un consensus (30 min.)
10. Plénière : réflexion sur les sources de données existantes et à mettre en place (30 min.).
11. Bilan de la journée (15 min.)

Fin de l'atelier : 15h

**CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE
SUR LA GESTION SCOLAIRE**

**LISTE DES PERSONNES INVITÉES
À L'ATELIER**

Représentants du gouvernement fédéral

NOM

PRÉSENCE

Patrimoine canadien
Direction générale du programme
d'Appui aux langues officielles

Participants à déterminer

Patrimoine canadien
Examens ministériels

Nom: Marjolaine Schaan
Agente d'évaluation
15, rue Eddy, 8^e étage
Hull, Québec

Confirmée

Conseils scolaires

<u>NOM</u>	<u>PRÉSENCE</u>
Conseil scolaire de district 56 Nom: Conseil scolaire de district du Nord-Est de l'Ontario Denis Yapps, Directeur général 310, avenue Algonquin, C.P. 3600 North Bay ON P1B 9T5 Tél : 705-472-3443 p. 223 1-888-591-5656 Télécopieur : 705-472-5757	Confirmée
Conseil scolaire de district 57 Nom: Conseil scolaire de district du Grand Nord de l'Ontario Marc Dionne, Directeur général 296, rue Van Horne Sudbury ON P3B 1H9 Tél : 705-671-1533 p. 238 Télécopieur : 705-671-1720	Confirmée
Conseil scolaire de district 58 Nom: Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest Alice Ducharme, Directrice générale 116 Cornelius Parkway North York ON M6L 2K5 Tél : 416-614-5891 416-614-5893 1-888-538-1702 Télécopieur : 416-397-2047	Absence
Conseil scolaire de district 59 Nom: Conseil scolaire de district numéro 59 Denis S. Chartrand, Directeur général 140, rue Genest Vanier ON K1L 7Y9 Tél : 613-747-3802 p. 1 Télécopieur : 613-747-3810	Confirmée
Conseil scolaire de district 60 - A Nom: Conseil scolaire de district catholique des Grandes Rivières Jean Grisé, Directeur général 896, prom Riverside Timmins ON P4N 3W2 Tél : 705-267-1421 p. 218 Télécopieur : 705-267-7247	Confirmée
Conseil scolaire de district 60 - B Nom: Conseil scolaire de district catholique Franco-Nord Lise Gadoury, Directrice générale 681, rue Chippewa Ouest, Bloc C North Bay ON P1B 6G8 Tél : 705-472-1702 p. 236 Télécopieur : 705-472-9398	Confirmée

NOM**PRÉSENCE****Conseil scolaire de district 61**

Nom: Conseil scolaire de district catholique du Nouvel-Ontario
Hélène Chayer, Directrice générale
201, rue Jogues Sudbury ON P3C 5L7
Tél: 705-673-5626 p. 318 **Télécopieur:** 705-669-1270

Confirmée

Conseil scolaire de district 62

Nom: Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales
Joanne Thiboutot-Debnam, Directrice générale
225, rue River
Thunder Bay ON P7A 3R1
Tél: 807-344-2266 p. *810 **Télécopieur:** 807-344-3734

Confirmée

Conseil scolaire de district 63

Nom: Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest
Michel Serré, Directeur général
7515, promenade Forest Glade, RR #2
Windsor ON N8N 2M1
Tél: 519-948-9227 p. 1
1-888-768-2219 **Télécopieur:** 519-948-1091

Confirmée

Conseil scolaire de district 64

Nom: Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud
Madeleine L. Champagne, Directrice générale
110, avenue Drewry
Toronto ON M2M 1C8
Tél: 416-397-6564 p. 3100
1-800-274-3764 **Télécopieur:** 416-397-6576

Confirmée

Conseil scolaire de district 65

Nom: Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien
Denis B. Vaillancourt, Directeur général
875, Route 1, C.P. 570
L'Orignal ON K0B 1K0
Tél: 613-675-4691 p. 8888
1-800-204-4098 **Télécopieur:** 613-675-2921

Confirmée

Conseil scolaire de district 66

Nom: Conseil scolaire de district catholique du Centre-Est de l'Ontario
Marc Godbout, Directeur général
4000, rue Labelle
Gloucester ON K1J 1A1
Tél: 613-746-3025
1-800-230-5131 **Télécopieur:** 613-746-3081

Confirmée

Secrétariat du CODELF

Nom: Robert Arseneault
290, rue Dupuis
Vanier, ON K1L 1A2
Tél: 613-747-8000 **Télécopieur:** 807-344-3734

Confirmée

Représentants du gouvernement provincial**NOM****PRÉSENCE**

Nom: Maurice Proulx, sous-ministre adjoint
Division de l'éducation en langue française
et de l'administration de l'éducation
900, rue Bay
Toronto, On
Tél : 416-325-2132 **Télécopieur :** 416-327-1182

Confirmée

Nom: Marie-Lison Fougère, Directrice
Direction des politiques et programmes
d'éducation en langue française
900, rue Bay
Toronto, On
Tél : 416-327-9072 **Télécopieur :** 416-325-2156
Cell : 416-409-9912

Confirmée

Nom: Lise-Marie Baudry, Chef de service
Unité en matière des politiques et programmes
900, rue Bay
Toronto, On
Tél : 416-325-4022 **Télécopieur :** 416-325-2156

Confirmée

Nom: Robert Laplante, Consultant
900, rue Bay
Toronto, On
Tél : 416-325-4357 **Télécopieur :** 416-325-2156
ou 613-678-8205

Confirmée

Ministry of Education

Mowat Block
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2

Ministère de l'Éducation

Édifice Mowat
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2



Ontario

APR 03 2000

00 FEB 1 00 0 56

Le 30 mars 2000

Monsieur Norman Moyer
Sous-ministre adjoint
Identité Canadienne
Pièce 11H29
Édifice Jules Léger
25, rue Eddy
Hull QC K1A 0M5

Monsieur,

Je vous écris afin de vous inviter à un atelier portant sur l'élaboration d'un cadre d'évaluation fédéral-provincial aux fins de l'*Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone*. En plus des directions des conseils de district de langue française de l'Ontario, cet atelier doit réunir des représentantes et représentants du ministère du Patrimoine canadien et du ministère de l'Éducation (voir documents ci-joints). Le tout aura lieu le mercredi 19 avril prochain, à l'hôtel Delta Chelsea Inn de Toronto.

Le but de cet atelier est de dégager un consensus autour des objectifs, des activités principales, des résultats et des indicateurs de rendement pertinents à la mise en oeuvre de l'Entente. C'est au groupe-conseil PGF/GTA, responsable de l'élaboration du cadre d'évaluation, que reviendra la tâche de faciliter ce processus.

Compte tenu des sommes importantes consenties par les gouvernements fédéral et ontarien, il importe de se doter d'une démarche fiable afin de rendre compte des progrès accomplis lors de la mise en oeuvre de l'Entente. Le cadre d'évaluation vise à fixer les paramètres de l'évaluation de l'Entente en fonction des objectifs énoncés dans le plan d'affaires qui l'accompagne. Ce cadre d'évaluation, une fois établi, saura témoigner de l'engagement mutuel de nos instances respectives envers les principes de transparence et d'obligation redditionnelle.

.../2

La grande majorité des directions de conseils scolaires de langue française de district de l'Ontario ont déjà confirmé leur intention de participer à l'atelier du 19 avril prochain. Nous espérons pouvoir compter sur votre présence et celle de représentants du Patrimoine canadien pour faire valoir la perspective du gouvernement fédéral. Je vous serais reconnaissant de veiller à ce que les noms des participants de Patrimoine canadien soient communiqués à madame Lise-Marie Baudry de la direction des politiques et programmes d'éducation en langue française, en composant le 416-325-4022 ou encore à l'adresse électronique suivante: lise-marie.baudry@edu.gov.on.ca.

En vous remerciant à l'avance de votre collaboration, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,
Division de l'éducation en langue française
et de l'administration de l'éducation,



Maurice Proulx

p.j.

**CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE
SUR LA GESTION SCOLAIRE**

**LISTE DES PERSONNES INVITÉES
À L'ATELIER**

Représentants du gouvernement fédéral

<u>NOM</u>	<u>PRÉSENCE</u>
Patrimoine canadien Direction générale du programme d'Appui aux langues officielles	Participants à déterminer
Patrimoine canadien Examens ministériels	
Nom: Marjolaine Schaan Agente d'évaluation 15, rue Eddy, 8 ^e étage Hull, Québec	Confirmée

Conseils scolaires

<u>NOM</u>	<u>PRÉSENCE</u>
Conseil scolaire de district 56 Nom: Conseil scolaire de district du Nord-Est de l'Ontario Denis Yapps, Directeur général 310, avenue Algonquin, C.P. 3600 North Bay ON P1B 9T5 Tél : 705-472-3443 p. 223 1-888-591-5656 Télécopieur : 705-472-5757	Confirmée
Conseil scolaire de district 57 Nom: Conseil scolaire de district du Grand Nord de l'Ontario Marc Dionne, Directeur général 296, rue Van Horne Sudbury ON P3B 1H9 Tél : 705-671-1533 p. 238 Télécopieur : 705-671-1720	Confirmée
Conseil scolaire de district 58 Nom: Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest Alice Ducharme, Directrice générale 116 Cornelius Parkway North York ON M6L 2K5 Tél : 416-614-5891 416-614-5893 1-888-538-1702 Télécopieur : 416-397-2047	Absence
Conseil scolaire de district 59 Nom: Conseil scolaire de district numéro 59 Denis S. Chartrand, Directeur général 140, rue Genest Vanier ON K1L 7Y9 Tél : 613-747-3802 p. 1 Télécopieur : 613-747-3810	Confirmée
Conseil scolaire de district 60 - A Nom: Conseil scolaire de district catholique des Grandes Rivières Jean Grisé, Directeur général 896, prom Riverside Timmins ON P4N 3W2 Tél : 705-267-1421 p. 218 Télécopieur : 705-267-7247	Confirmée
Conseil scolaire de district 60 - B Nom: Conseil scolaire de district catholique Franco-Nord Lise Gadoury, Directrice générale 681, rue Chippewa Ouest, Bloc C North Bay ON P1B 6G8 Tél : 705-472-1702 p. 236 Télécopieur : 705-472-9398	Confirmée

	<u>NOM</u>	<u>PRÉSENCE</u>
Conseil scolaire de district 61		
Nom:	Conseil scolaire de district catholique du Nouvel-Ontario Hélène Chayer, Directrice générale 201, rue Jogues Sudbury ON P3C 5L7	Confirmée
Tél :	705-673-5626 p. 318 Télécopieur : 705-669-1270	
Conseil scolaire de district 62		
Nom:	Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales Joanne Thiboutot-Debnam, Directrice générale 225, rue River Thunder Bay ON P7A 3R1	Confirmée
Tél :	807-344-2266 p. *810 Télécopieur : 807-344-3734	
Conseil scolaire de district 63		
Nom:	Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest Michel Serré, Directeur général 7515, promenade Forest Glade, RR #2 Windsor ON N8N 2M1	Confirmée
Tél :	519-948-9227 p. 1 1-888-768-2219 Télécopieur : 519-948-1091	
Conseil scolaire de district 64		
Nom:	Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud Madeleine L. Champagne, Directrice générale 110, avenue Drewry Toronto ON M2M 1C8	Confirmée
Tél :	416-397-6564 p. 3100 1-800-274-3764 Télécopieur : 416-397-6576	
Conseil scolaire de district 65		
Nom:	Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien Denis B. Vaillancourt, Directeur général 875, Route 1, C.P. 570 L'Orignal ON K0B 1K0	Confirmée
Tél :	613-675-4691 p. 8888 1-800-204-4098 Télécopieur : 613-675-2921	
Conseil scolaire de district 66		
Nom:	Conseil scolaire de district catholique du Centre-Est de l'Ontario Marc Godbout, Directeur général 4000, rue Labelle Gloucester ON K1J 1A1	Confirmée
Tél :	613-746-3025 1-800-230-5131 Télécopieur : 613-746-3081	
Secrétariat du CODELF		
Nom:	Robert Arseneault 290, rue Dupuis Vanier, ON K1L 1A2	Confirmée
Tél :	613-747-8000 Télécopieur : 807-344-3734	

Représentants du gouvernement provincial

	<u>NOM</u>	<u>PRÉSENCE</u>
<i>Nom:</i>	Maurice Proulx, sous-ministre adjoint Division de l'éducation en langue française et de l'administration de l'éducation 900, rue Bay Toronto, On	Confirmée
<i>Tél :</i>	416-325-2132	<i>Télécopieur :</i> 416-327-1182
<i>Nom:</i>	Marie-Lison Fougère, Directrice Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française 900, rue Bay Toronto, On	Confirmée
<i>Tél :</i>	416-327-9072	<i>Télécopieur :</i> 416-325-2156
<i>Cell :</i>	416-409-9912	
<i>Nom:</i>	Lise-Marie Baudry, Chef de service Unité en matière des politiques et programmes 900, rue Bay Toronto, On	Confirmée
<i>Tél :</i>	416-325-4022	<i>Télécopieur :</i> 416-325-2156
<i>Nom:</i>	Robert Laplante, Consultant 900, rue Bay Toronto, On	Confirmée
<i>Tél :</i>	416-325-4357	<i>Télécopieur :</i> 416-325-2156
<u>ou</u>	613-678-8205	

**Cadre d'évaluation de l'Entente spéciale Canada-Ontario
relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone**

**ORDRE DU JOUR PRÉLIMINAIRE
DE L'ATELIER DU 19 AVRIL TENU À TORONTO, 11 H À 15 H
SALLE ROSSETTI, 3^e ÉTAGE, DELTA CHELSEA INN, 33 RUE GERRARD OUEST**

PGF/GTA Recherche a été mandaté par le Ministère de l'Éducation de l'Ontario et Patrimoine canadien d'élaborer un cadre d'évaluation pour l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone.

Une première ronde de consultation avec les directeurs d'éducation des 12 conseils scolaires de langue française a été réalisée, ainsi qu'avec des représentants du ministère de l'Éducation et de Patrimoine canadien. Au terme de cette consultation un premier cadre logique de l'entente aux fins de son évaluation a été élaboré.

Nous invitons les personnes qui ont été consultées dans cette première ronde à participer à un atelier le mercredi 19 avril prochain à Toronto. Cet atelier vise à revoir, améliorer et valider l'ébauche réalisée.

Les participants recevront une copie de l'ébauche une semaine avant la date de l'atelier. Ils seront invités à réviser ce document avec leurs collaborateurs afin de contribuer à l'élaboration du cadre au cours de l'atelier.

Lors de l'atelier, les participants devront définir les critères à partir desquels ils sélectionneront les résultats essentiels attendus de l'entente et les indicateurs pour les mesurer.

L'atelier s'attachera, par étape, à chacun des trois grands objectifs de l'entente. En ce qui concerne les deux premiers objectifs relatifs à l'opérationnalisation et à l'accès, les participants sélectionneront, à partir d'une liste exhaustive, les résultats attendus et leurs indicateurs. Ils complèteront enfin la liste des indicateurs de rendement pour les résultats attendus du troisième objectif relatif à l'amélioration du rendement des élèves.

ORDRE DU JOUR

Arrivée : 11h00

1. Présentation de PGF/GTA recherche et du mandat qui lui est confié (5 min.)
2. Précisions sur le cycle de la vie d'un programme/entente : illustrer avec un schéma les étapes de planification, mise en œuvre, évaluation d'un programme/entente (10min.)
3. Présentation du déroulement de l'atelier (5 min.)
4. Précisions sur les termes de l'évaluation utilisés : (10 min.)
 - a. préciser la distinction entre la conception d'un cadre d'évaluation et l'évaluation comme telle d'un programme/entente
 - b. distinguer objectif, activité et résultat
 - c. distinguer les types de résultats : extrants / effet / impact
 - d. définir l'indicateur de rendement
 - e. distinguer évaluation formative et évaluation sommative
 - f. présenter un exemple de cadre logique complété
5. Définition des critères de sélection des résultats / indicateurs / outils de collecte de données (10 min.)
6. En quatre sous-groupes : compte tenu des critères retenus, étudier, sélectionner et préciser les résultats attendus et les indicateurs de rendement : (40 min.)
 - a. **Équipe 1** : Objectif 1 : Rendre le système opérationnel – Établir la structure administrative de chacun des 12 conseils scolaires de district de langue française
 - b. **Équipe 2** : Objectif 1 : Rendre le système opérationnel – Mettre en place des systèmes informatisés pour l'établissement des rapports financiers, la gestion des ressources humaines et l'organisation du personnel
 - c. **Équipe 3** : Objectif 2 : Promouvoir l'accès à l'éducation de langue française – Construire ou améliorer des installations scolaires
 - d. **Équipe 4** : Objectif 2 : Promouvoir l'accès à l'éducation de langue française – Établir des réseaux technologiques entre conseils scolaires pour les communications internes et externes
7. Plénière : compte rendu des travaux des sous-groupes, discussion et obtention d'un consensus (30 min.)

Lunch : 12h-12h45 (servi sur place)

Reprise des travaux : 12h45

8. En trois sous-groupes : compte tenu des critères retenus, étudier, sélectionner et préciser les résultats attendus et définir les indicateurs de rendement : (60 min.)
 - a. **Équipe 1** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Mettre en œuvre une politique d'aménagement linguistique au niveau local en vue d'aider les élèves de langue française à relever les défis que pose l'apprentissage dans un contexte de langue minoritaire
 - b. **Équipe 2** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Fournir aux élèves de langue française les services de soutien requis pour les aider à atteindre un meilleur rendement scolaire
 - c. **Équipe 3** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Offrir des programmes éducationnels sur de vastes étendues géographiques à l'aide des technologies d'éducation à distance
9. Plénière : compte rendu des travaux des sous-groupes, discussion et obtention d'un consensus (30 min.)
10. Plénière : réflexion sur les sources de données existantes et à mettre en place (30 min.).
11. Bilan de la journée (15 min.)

Fin de l'atelier : 15h

Ministry of Education

Ministère de l'Éducation

Mowat Block
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2

Édifice Mowat
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2



Ontario

1 APR 03 2000

Le 30 mars 2000

Monsieur Norman Moyer
Sous-ministre adjoint
Identité Canadienne
Pièce 11H29
Édifice Jules Léger
25, rue Eddy
Hull QC K1A 0M5

Monsieur,

Je vous écris afin de vous inviter à un atelier portant sur l'élaboration d'un cadre d'évaluation fédéral-provincial aux fins de l'*Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone*. En plus des directions des conseils de district de langue française de l'Ontario, cet atelier doit réunir des représentantes et représentants du ministère du Patrimoine canadien et du ministère de l'Éducation (voir documents ci-joints). Le tout aura lieu le mercredi 19 avril prochain, à l'hôtel Delta Chelsea Inn de Toronto. *53 Sherard Street W.*

Le but de cet atelier est de dégager un consensus autour des objectifs, des activités principales, des résultats et des indicateurs de rendement pertinents à la mise en oeuvre de l'Entente. C'est au groupe-conseil PGF/GTA, responsable de l'élaboration du cadre d'évaluation, que reviendra la tâche de faciliter ce processus.

Compte tenu des sommes importantes consenties par les gouvernements fédéral et ontarien, il importe de se doter d'une démarche fiable afin de rendre compte des progrès accomplis lors de la mise en oeuvre de l'Entente. Le cadre d'évaluation vise à fixer les paramètres de l'évaluation de l'Entente en fonction des objectifs énoncés dans le plan d'affaires qui l'accompagne. Ce cadre d'évaluation, une fois établi, saura témoigner de l'engagement mutuel de nos instances respectives envers les principes de transparence et d'obligation redditionnelle.

.../2

La grande majorité des directions de conseils scolaires de langue française de district de l'Ontario ont déjà confirmé leur intention de participer à l'atelier du 19 avril prochain. Nous espérons pouvoir compter sur votre présence et celle de représentants du Patrimoine canadien pour faire valoir la perspective du gouvernement fédéral. Je vous serais reconnaissant de veiller à ce que les noms des participants de Patrimoine canadien soient communiqués à madame Lise-Marie Baudry de la direction des politiques et programmes d'éducation en langue française, en composant le 416-325-4022 ou encore à l'adresse électronique suivante: lise-marie.baudry@edu.gov.on.ca.

En vous remerciant à l'avance de votre collaboration, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,
Division de l'éducation en langue française
et de l'administration de l'éducation,



Maurice Proulx

p.j.

**CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE
SUR LA GESTION SCOLAIRE**

**LISTE DES PERSONNES INVITÉES
À L'ATELIER**

Représentants du gouvernement fédéral

NOM

PRÉSENCE

Patrimoine canadien
Direction générale des programmes
d'Appui aux langues officielles

Participants à déterminer

Patrimoine canadien
Examens ministériels

Nom: Marjolaine Schaan
Agente d'évaluation
15, rue Eddy, 8^e étage
Hull, Québec

Confirmée

Conseils scolaires

<u>NOM</u>	<u>PRÉSENCE</u>
Conseil scolaire de district 56	
Nom: Conseil scolaire de district du Nord-Est de l'Ontario Denis Yapps, Directeur général 310, avenue Algonquin, C.P. 3600 North Bay ON P1B 9T5	Confirmée
Tél: 705-472-3443 p. 223 1-888-591-5656	
Télécopieur: 705-472-5757	
Conseil scolaire de district 57	
Nom: Conseil scolaire de district du Grand Nord de l'Ontario Marc Dionne, Directeur général 296, rue Van Horne Sudbury ON P3B 1H9	Confirmée
Tél: 705-671-1533 p. 238	
Télécopieur: 705-671-1720	
Conseil scolaire de district 58	
Nom: Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest Alice Ducharme, Directrice générale 116 Cornelius Parkway North York ON M6L 2K5	Absence
Tél: 416-614-5891 416-614-5893 1-888-538-1702	
Télécopieur: 416-397-2047	
Conseil scolaire de district 59	
Nom: Conseil scolaire de district numéro 59 Denis S. Chartrand, Directeur général 140, rue Genest Vanier ON K1L 7Y9	Confirmée
Tél: 613-747-3802 p. 1	
Télécopieur: 613-747-3810	
Conseil scolaire de district 60 - A	
Nom: Conseil scolaire de district catholique des Grandes Rivières Jean Grisé, Directeur général 896, prom Riverside Timmins ON P4N 3W2	Confirmée
Tél: 705-267-1421 p. 218	
Télécopieur: 705-267-7247	
Conseil scolaire de district 60 - B	
Nom: Conseil scolaire de district catholique Franco-Nord Lise Gadoury, Directrice générale 681, rue Chippewa Ouest, Bloc C North Bay ON P1B 6G8	Confirmée
Tél: 705-472-1702 p. 236	
Télécopieur: 705-472-9398	

<u>NOM</u>	<u>PRÉSENCE</u>
Conseil scolaire de district 61	
Nom: Conseil scolaire de district catholique du Nouvel-Ontario Hélène Chayer, Directrice générale 201, rue Jagues Sudbury ON P3C 5L7	Confirmée
Tél: 705-673-5626 p. 318 Télécopieur: 705-669-1270	
Conseil scolaire de district 62	
Nom: Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales Joanne Thiboutot-Debnam, Directrice générale 225, rue River Thunder Bay ON P7A 3R1	Confirmée
Tél: 807-344-2266 p. *810 Télécopieur: 807-344-3734	
Conseil scolaire de district 63	
Nom: Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest Michel Serré, Directeur général 7515, promenade Forest Glade, RR #2 Windsor ON N8N 2M1	Confirmée
Tél: 519-948-9227 p. 1 1-888-768-2219 Télécopieur: 519-948-1091	
Conseil scolaire de district 64	
Nom: Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud Madeleine L. Champagne, Directrice générale 110, avenue Drewry Toronto ON M2M 1C8	Confirmée
Tél: 416-397-6564 p. 3100 1-800-274-3764 Télécopieur: 416-397-6576	
Conseil scolaire de district 65	
Nom: Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien Denis B. Vaillancourt, Directeur général 875, Route 1, C.P. 570 L'Orignal ON K0B 1K0	Confirmée
Tél: 613-675-4691 p. 8888 1-800-204-4098 Télécopieur: 613-675-2921	
Conseil scolaire de district 66	
Nom: Conseil scolaire de district catholique du Centre-Est de l'Ontario Marc Godbout, Directeur général 4000, rue Labelle Gloucester ON K1J 1A1	Confirmée
Tél: 613-746-3025 1-800-230-5131 Télécopieur: 613-746-3081	
Secrétariat du CODELF	
Nom: Robert Arseneault 290, rue Dupuis Vanier, ON K1L 1A2	Confirmée
Tél: 613-747-8000 Télécopieur: 807-344-3734	

Représentants du gouvernement provincial

	<u>NOM</u>	<u>PRÉSENCE</u>
<i>Nom:</i>	Maurice Proulx, sous-ministre adjoint Division de l'éducation en langue française et de l'administration de l'éducation 900, rue Bay Toronto, On	Confirmée
<i>Tél :</i>	416-325-2132	<i>Télécopieur :</i> 416-327-1182
<i>Nom:</i>	Marie-Lison Fougère, Directrice Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française 900, rue Bay Toronto, On	Confirmée
<i>Tél :</i>	416-327-9072	<i>Télécopieur :</i> 416-325-2156
<i>Cell :</i>	416-409-9912	
<i>Nom:</i>	Lise-Marie Baudry, Chef de service Unité en matière des politiques et programmes 900, rue Bay Toronto, On	Confirmée
<i>Tél :</i>	416-325-4022	<i>Télécopieur :</i> 416-325-2156
<i>Nom:</i>	Robert Laplante, Consultant 900, rue Bay Toronto, On	Confirmée
<i>Tél :</i>	416-325-4357	<i>Télécopieur :</i> 416-325-2156
<i>ou</i>	613-678-8205	

**Cadre d'évaluation de l'Entente spéciale Canada-Ontario
relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone**

**ORDRE DU JOUR PRÉLIMINAIRE
DE L'ATELIER DU 19 AVRIL TENU À TORONTO, 11 H À 15 H
SALLE ROSSETTI, 3^e ÉTAGE, DELTA CHELSEA INN, 33 RUE GERRARD OUEST**

PGF/GTA Recherche a été mandaté par le Ministère de l'Éducation de l'Ontario et Patrimoine canadien d'élaborer un cadre d'évaluation pour l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone.

Une première ronde de consultation avec les directeurs d'éducation des 12 conseils scolaires de langue française a été réalisée, ainsi qu'avec des représentants du ministère de l'Éducation et de Patrimoine canadien. Au terme de cette consultation un premier cadre logique de l'entente aux fins de son évaluation a été élaboré.

Nous invitons les personnes qui ont été consultées dans cette première ronde à participer à un atelier le mercredi 19 avril prochain à Toronto. Cet atelier vise à revoir, améliorer et valider l'ébauche réalisée.

Les participants recevront une copie de l'ébauche une semaine avant la date de l'atelier. Ils seront invités à réviser ce document avec leurs collaborateurs afin de contribuer à l'élaboration du cadre au cours de l'atelier.

Lors de l'atelier, les participants devront définir les critères à partir desquels ils sélectionneront les résultats essentiels attendus de l'entente et les indicateurs pour les mesurer.

L'atelier s'attaquera, par étape, à chacun des trois grands objectifs de l'entente. En ce qui concerne les deux premiers objectifs relatifs à l'opérationnalisation et à l'accès, les participants sélectionneront, à partir d'une liste exhaustive, les résultats attendus et leurs indicateurs. Ils compléteront enfin la liste des indicateurs de rendement pour les résultats attendus du troisième objectif relatif à l'amélioration du rendement des élèves.

ORDRE DU JOUR

Arrivée : 11h00

1. Présentation de PGF/GTA recherche et du mandat qui lui est confié (5 min.)
2. Précisions sur le cycle de la vie d'un programme/entente : illustrer avec un schéma les étapes de planification, mise en œuvre, évaluation d'un programme/entente (10min.)
3. Présentation du déroulement de l'atelier (5 min.)
4. Précisions sur les termes de l'évaluation utilisés : (10 min.)
 - a. préciser la distinction entre la conception d'un cadre d'évaluation et l'évaluation comme telle d'un programme/entente
 - b. distinguer objectif, activité et résultat
 - c. distinguer les types de résultats : extrants / effet / impact
 - d. définir l'indicateur de rendement
 - e. distinguer évaluation formative et évaluation sommative
 - f. présenter un exemple de cadre logique complété
5. Définition des critères de sélection des résultats / indicateurs / outils de collecte de données (10 min.)
6. En quatre sous-groupes : compte tenu des critères retenus, étudier, sélectionner et préciser les résultats attendus et les indicateurs de rendement : (40 min.)
 - a. **Équipe 1** : Objectif 1 : Rendre le système opérationnel – Établir la structure administrative de chacun des 12 conseils scolaires de district de langue française
 - b. **Équipe 2** : Objectif 1 : Rendre le système opérationnel – Mettre en place des systèmes informatisés pour l'établissement des rapports financiers, la gestion des ressources humaines et l'organisation du personnel
 - c. **Équipe 3** : Objectif 2 : Promouvoir l'accès à l'éducation de langue française – Construire ou améliorer des installations scolaires
 - d. **Équipe 4** : Objectif 2 : Promouvoir l'accès à l'éducation de langue française – Établir des réseaux technologiques entre conseils scolaires pour les communications internes et externes
7. Plénière : compte rendu des travaux des sous-groupes, discussion et obtention d'un consensus (30 min.)

Lunch : 12h-12h45 (servi sur place)

Reprise des travaux : 12h45

8. En trois sous-groupes : compte tenu des critères retenus, étudier, sélectionner et préciser les résultats attendus et définir les indicateurs de rendement : (60 min.)
 - a. **Équipe 1** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Mettre en œuvre une politique d'aménagement linguistique au niveau local en vue d'aider les élèves de langue française à relever les défis que pose l'apprentissage dans un contexte de langue minoritaire
 - b. **Équipe 2** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Fournir aux élèves de langue française les services de soutien requis pour les aider à atteindre un meilleur rendement scolaire
 - c. **Équipe 3** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Offrir des programmes éducationnels sur de vastes étendues géographiques à l'aide des technologies d'éducation à distance
9. Plénière : compte rendu des travaux des sous-groupes, discussion et obtention d'un consensus (30 min.)
10. Plénière : réflexion sur les sources de données existantes et à mettre en place (30 min.).
11. Bilan de la journée (15 min.)

Fin de l'atelier : 15h

8/20/3-00

Ministère de l'Éducation
Ministry of Education



TRANSMISSION DE TÉLÉCOPIE

DESTINATAIRE : Norman Moyer

NUMÉRO DE TÉLÉCOPIEUR : (819) 933-7067

EXPÉDITRICE/TEUR : Bureau de Marie-Lison Rougère

DIRECTION DES POLITIQUES ET
PROGRAMMES D'ÉDUCATION EN LANGUE
FRANÇAISE

8^e étage, Édifice Mowat, 900, rue Bay,
Toronto ON M7A 1L2

N° de télécopieur : (416) 325-2979 ou (416) 325-2156

N° de téléphone : (416) 325-2127

SUJET : Invitation à un atelier portant sur
l'élaboration d'un cadre d'évaluation fédéral-provincial
aux fins de l'Entente spéciale Canada-Ontario

NOMBRE DE PAGES (COMPTANT CELLE-CI) : 10

Ministry of Education

at Block
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2

Ministère de l'Éducation

Édifice Mowat
Queen's Park
Toronto ON M7A 1L2



Le 30 mars 2000

Monsieur Norman Moyer
Sous-ministre adjoint
Identité Canadienne
Pièce 11H29
Édifice Jules Léger
25, rue Eddy
Hull QC K1A 0M5

Monsieur,

Je vous écris afin de vous inviter à un atelier portant sur l'élaboration d'un cadre d'évaluation fédéral-provincial aux fins de l'*Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone*. En plus des directions des conseils de district de langue française de l'Ontario, cet atelier doit réunir des représentantes et représentants du ministère du Patrimoine canadien et du ministère de l'Éducation (voir documents ci-joints). Le tout aura lieu le mercredi 19 avril prochain, à l'hôtel Delta Chelsea Inn de Toronto. ✓

Le but de cet atelier est de dégager un consensus autour principales, des résultats et des indicateurs de rendement l'Entente. C'est au groupe-conseil PGF/GTA, responsable d'évaluation, que reviendra la tâche de faciliter ce processus.

Compte tenu des sommes importantes consenties par le ontarien, il importe de se doter d'une démarche fiable à accomplir lors de la mise en oeuvre de l'Entente. Le cadre d'évaluation de l'Entente en fonction des paramètres de l'évaluation de l'Entente en fonction des affaires qui l'accompagne. Ce cadre d'évaluation, un engagement mutuel de nos instances respectives envers d'obligation redditionnelle.

Copie

Guello

[Signature]

.../2

La grande majorité des directions de conseils scolaires de langue française de district de l'Ontario ont déjà confirmé leur intention de participer à l'atelier du 19 avril prochain. Nous espérons pouvoir compter sur votre présence et celle de représentants du Patrimoine canadien pour faire valoir la perspective du gouvernement fédéral. Je vous serais reconnaissant de veiller à ce que les noms des participants de Patrimoine canadien soient communiqués à madame Lise-Marie Baudry de la direction des politiques et programmes d'éducation en langue française, en composant le 416-325-4022 ou encore à l'adresse électronique suivante: lise-marie.baudry@edu.gov.on.ca.

En vous remerciant à l'avance de votre collaboration, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,
Division de l'éducation en langue française
et de l'administration de l'éducation,



Maurice Proulx

p.j.

**Cadre d'évaluation de l'Entente spéciale Canada-Ontario
relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone**

**ORDRE DU JOUR PRÉLIMINAIRE
DE L'ATELIER DU 19 AVRIL TENU À TORONTO, 11 H À 15 H
SALLE ROSSETTI, 3^e ÉTAGE, DELTA CHELSEA INN, 33 RUE GERRARD OUEST**

PGF/GTA Recherche a été mandaté par le Ministère de l'Éducation de l'Ontario et Patrimoine canadien d'élaborer un cadre d'évaluation pour l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone.

Une première ronde de consultation avec les directeurs d'éducation des 12 conseils scolaires de langue française a été réalisée, ainsi qu'avec des représentants du ministère de l'Éducation et de Patrimoine canadien. Au terme de cette consultation un premier cadre logique de l'entente aux fins de son évaluation a été élaboré.

Nous invitons les personnes qui ont été consultées dans cette première ronde à participer à un atelier le mercredi 19 avril prochain à Toronto. Cet atelier vise à revoir, améliorer et valider l'ébauche réalisée.

Les participants recevront une copie de l'ébauche une semaine avant la date de l'atelier. Ils seront invités à réviser ce document avec leurs collaborateurs afin de contribuer à l'élaboration du cadre au cours de l'atelier.

Lors de l'atelier, les participants devront définir les critères à partir desquels ils sélectionneront les résultats essentiels attendus de l'entente et les indicateurs pour les mesurer.

L'atelier s'attachera, par étape, à chacun des trois grands objectifs de l'entente. En ce qui concerne les deux premiers objectifs relatifs à l'opérationnalisation et à l'accès, les participants sélectionneront, à partir d'une liste exhaustive, les résultats attendus et leurs indicateurs. Ils compléteront enfin la liste des indicateurs de rendement pour les résultats attendus du troisième objectif relatif à l'amélioration du rendement des élèves.

ORDRE DU JOUR

Arrivée : 11h00

1. Présentation de PGF/GTA recherche et du mandat qui lui est confié (5 min.)
2. Précisions sur le cycle de la vie d'un programme/entente : illustrer avec un schéma les étapes de planification, mise en œuvre, évaluation d'un programme/entente (10min.)
3. Présentation du déroulement de l'atelier (5 min.)
4. Précisions sur les termes de l'évaluation utilisés : (10 min.)
 - a. préciser la distinction entre la conception d'un cadre d'évaluation et l'évaluation comme telle d'un programme/entente
 - b. distinguer objectif, activité et résultat
 - c. distinguer les types de résultats : extrants / effet / impact
 - d. définir l'indicateur de rendement
 - e. distinguer évaluation formative et évaluation sommative
 - f. présenter un exemple de cadre logique complété
5. Définition des critères de sélection des résultats / indicateurs / outils de collecte de données (10 min.)
6. En quatre sous-groupes : compte tenu des critères retenus, étudier, sélectionner et préciser les résultats attendus et les indicateurs de rendement : (40 min.)
 - a. **Équipe 1** : Objectif 1 : Rendre le système opérationnel – Établir la structure administrative de chacun des 12 conseils scolaires de district de langue française
 - b. **Équipe 2** : Objectif 1 : Rendre le système opérationnel – Mettre en place des systèmes informatisés pour l'établissement des rapports financiers, la gestion des ressources humaines et l'organisation du personnel
 - c. **Équipe 3** : Objectif 2 : Promouvoir l'accès à l'éducation de langue française – Construire ou améliorer des installations scolaires
 - d. **Équipe 4** : Objectif 2 : Promouvoir l'accès à l'éducation de langue française – Établir des réseaux technologiques entre conseils scolaires pour les communications internes et externes
7. Plénière : compte rendu des travaux des sous-groupes, discussion et obtention d'un consensus (30 min.)

Lunch : 12h-12h45 (servi sur place)

Reprise des travaux : 12h45

8. En trois sous-groupes : compte tenu des critères retenus, étudier, sélectionner et préciser les résultats attendus et définir les indicateurs de rendement : (60 min.)
 - a. **Équipe 1** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Mettre en œuvre une politique d'aménagement linguistique au niveau local en vue d'aider les élèves de langue française à relever les défis que pose l'apprentissage dans un contexte de langue minoritaire
 - b. **Équipe 2** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Fournir aux élèves de langue française les services de soutien requis pour les aider à atteindre un meilleur rendement scolaire
 - c. **Équipe 3** : Objectif 3 : Améliorer le rendement des élèves de langue française – Offrir des programmes éducationnels sur de vastes étendues géographiques à l'aide des technologies d'éducation à distance
9. Plénière : compte rendu des travaux des sous-groupes, discussion et obtention d'un consensus (30 min.)
10. Plénière : réflexion sur les sources de données existantes et à mettre en place (30 min.).
11. Bilan de la journée (15 min.)

Fin de l'atelier : 15h

**CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE
SUR LA GESTION SCOLAIRE**

**LISTE DES PERSONNES INVITÉES
À L'ATELIER**

Représentants du gouvernement fédéral

NOM

PRÉSENCE

Patrimoine canadien
Direction générale du programme
d'Appui aux langues officielles

Participants à déterminer

Patrimoine canadien
Examens ministériels

Nom: Marjolaine Schaan
Agente d'évaluation
15, rue Eddy, 8^e étage
Hull, Québec

Confirmée

Conseils scolaires

<u>NOM</u>	<u>PRÉSENCE</u>
Conseil scolaire de district 56 Nom: Conseil scolaire de district du Nord-Est de l'Ontario Denis Yapps, Directeur général 310, avenue Algonquin, C.P. 3600 North Bay ON P1B 9T5 Tél: 705-472-3443 p. 223 1-888-591-5656 Télécopieur: 705-472-5757	Confirmée
Conseil scolaire de district 57 Nom: Conseil scolaire de district du Grand Nord de l'Ontario Marc Dionne, Directeur général 296, rue Van Horne Sudbury ON P3B 1H9 Tél: 705-671-1533 p. 238 Télécopieur: 705-671-1720	Confirmée
Conseil scolaire de district 58 Nom: Conseil scolaire de district du Centre-Sud-Ouest Alice Ducharme, Directrice générale 116 Cornelius Parkway North York ON M6L 2K5 Tél: 416-614-5891 416-614-5893 1-888-538-1702 Télécopieur: 416-397-2047	Absence
Conseil scolaire de district 59 Nom: Conseil scolaire de district numéro 59 Denis S. Chartrand, Directeur général 140, rue Genest Vanier ON K1L 7Y9 Tél: 613-747-3802 p. 1 Télécopieur: 613-747-3810	Confirmée
Conseil scolaire de district 60 - A Nom: Conseil scolaire de district catholique des Grandes Rivières Jean Grisé, Directeur général 896, prom Riverside Timmins ON P4N 3W2 Tél: 705-267-1421 p. 218 Télécopieur: 705-267-7247	Confirmée
Conseil scolaire de district 60 - B Nom: Conseil scolaire de district catholique Franco-Nord Lise Gadoury, Directrice générale 681, rue Chippewa Ouest, Bloc C North Bay ON P1B 6G8 Tél: 705-472-1702 p. 236 Télécopieur: 705-472-9398	Confirmée

<u>NOM</u>	<u>PRÉSENCE</u>
Conseil scolaire de district 61 Nom: Conseil scolaire de district catholique du Nouvel-Ontario Hélène Chayer, Directrice générale 201, rue Jogues Sudbury ON P3C 5L7 Tél: 705-673-5626 p. 318 Télécopieur: 705-669-1270	Confirmée
Conseil scolaire de district 62 Nom: Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales Joanne Thiboutot-Debnam, Directrice générale 225, rue River Thunder Bay ON P7A 3R1 Tél: 807-344-2266 p. *810 Télécopieur: 807-344-3734	Confirmée
Conseil scolaire de district 63 Nom: Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest Michel Serré, Directeur général 7515, promenade Forest Glade, RR #2 Windsor ON N8N 2M1 Tél: 519-948-9227 p. 1 1-888-768-2219 Télécopieur: 519-948-1091	Confirmée
Conseil scolaire de district 64 Nom: Conseil scolaire de district catholique Centre-Sud Madeleine L. Champagne, Directrice générale 110, avenue Drewry Toronto ON M2M 1C8 Tél: 416-397-6564 p. 3100 1-800-274-3764 Télécopieur: 416-397-6576	Confirmée
Conseil scolaire de district 65 Nom: Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien Denis B. Vaillancourt, Directeur général 875, Route 1, C.P. 570 L'Orignal ON K0B 1K0 Tél: 613-675-4691 p. 8888 1-800-204-4098 Télécopieur: 613-675-2921	Confirmée
Conseil scolaire de district 66 Nom: Conseil scolaire de district catholique du Centre-Est de l'Ontario Marc Godbout, Directeur général 4000, rue Labelle Gloucester ON K1J 1A1 Tél: 613-746-3025 1-800-230-5131 Télécopieur: 613-746-3081	Confirmée
Secrétariat du CODELF Nom: Robert Arseneault 290, rue Dupuis Vanier, ON K1L 1A2 Tél: 613-747-8000 Télécopieur: 807-344-3734	Confirmée

Représentants du gouvernement provincial

<u>NOM</u>	<u>PRÉSENCE</u>
<i>Nom:</i> Maurice Proulx, sous-ministre adjoint Division de l'éducation en langue française et de l'administration de l'éducation 900, rue Bay Toronto, On <i>Tél :</i> 416-325-2132 <i>Télécopieur :</i> 416-327-1182	Confirmée
<i>Nom:</i> Marie-Lison Fougère, Directrice Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française 900, rue Bay Toronto, On <i>Tél :</i> 416-327-9072 <i>Télécopieur :</i> 416-325-2156 <i>Cell :</i> 416-409-9912	Confirmée
<i>Nom:</i> Lise-Marie Baudry, Chef de service Unité en matière des politiques et programmes 900, rue Bay Toronto, On <i>Tél :</i> 416-325-4022 <i>Télécopieur :</i> 416-325-2156	Confirmée
<i>Nom:</i> Robert Laplante, Consultant 900, rue Bay Toronto, On <i>Tél :</i> 416-325-4357 <i>Télécopieur :</i> 416-325-2156 <u>ou</u> 613-678-8205	Confirmée

8/20/3-06

Notes de la réunion du 8 février 2000, sur la gestion scolaire, explications de Paul-Émile Leblanc

- atelier, qui devrait se dérouler le 25 mars à Toronto, pour document afin de préciser les objectifs du programme

- 1994- fonds pour la gestion scolaire
 - volonté fédérale
 - Ontario - après l'entente sur les collèges
- nécessitant ponctuel, mais vendre au Cabinet
- ce qui agace l'Ontario, la complexité administrative
- Ontario - première approche de plan d'affaires
- résultats souhaités - simplifier - donc moins de rapports
- Ontario voulait 12 paiements
- coup de départ - entente ponctuelle pas conçue pour être renouvelée à chaque 5 ans
- \$ incitatifs - pari que hâter
- transfert - approche technologique
- pour le fédéral, liens avec les parentes, les rejoindre dans la communauté, il s'agit de savoir si il y a eu rayonnement dans la communauté
- progrès? difficile de déterminer, ce sera dans la finalité
- pourquoi catégories retenues? Bon sens, pas beaucoup d'arguments au sujet du plan d'affaires; autres ententes formulées différemment; éléments d'immobilisation et aménagement linguistique
- fédéral - reçu la demande
- fédéral - mettre + non récurrent
 - + dans aménagement donc démarrage
- négociation chiffres? Difficile, montant de la part du fédéral, eux une proposition de 180 millions, fédéral - qu'est-ce que nous pouvons vendre à la province
- pourquoi province 180 millions? Infrastructure, minimum garantis, fonds supplémentaires, la province va utiliser + \$ de minimum garantis pour palier
- LOE - 46 millions - renouvelable, coûts supplémentaires pour donner services en français
- première fois que nouvelle approche, bel exemple
- Ontario a proposé le modèle
- rôle du fédéral - chèques, attente que parents écoutés, petite enfance -préoccupation;]
préoccupation du développement de la communauté
- vraiment une prise en charge par la comm. F-o
- freine l'assimilation? Pas nécessairement, écrit donc devrait poser la question
- satisfaction des indicateurs à court terme, élèves, transfert,
- pas eu vent
- d'autres processus d'évaluation
- rapport sur gestion 2e année s'en vient.
- aménagement linguistique
- déboursement + 2,3,4, 5e année
- consultations - lors de négociations
- après?

*Pour Caidle,
Pour la Rencontre du 8/02
de
9-11h*

PGF/GTA

Recherche inc.

To/A: Gladys Bichat

Fax: (819) 953-6580

From/De: Stéphan Bordeleau

Date: 04/02/00

Re/Objet: Entrevue de groupe

Pages: 1 + 3

CC:

☐ Urgent

☐ For Review
Pour avis

☐ Please Comment
Commentaires

☐ Please Reply
Veuillez répondre

☐ Please Recycle
SVP recycle

Message:

Bonjour Gladys,

Voici le questionnaire pour l'entrevue de groupe prévue pour mardi le 8 Février à 9h. Merci et bonne fin de semaine.

Stéphan Bordeleau (sb@pgf.ca)

291 Dalhousie Street Tel: (613) 241-2251
Suite 202 Fax: (613) 241-2252
Ottawa ON K1N 7E5 1-800-575-9118
www.pgf.ca

**CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO
RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE**

**Questionnaire pour les représentantes et les représentants de
Patrimoine canadien et du ministère de l'Éducation de l'Ontario**

Introduction

L'objectif de notre démarche de recherche est d'élaborer un cadre pour l'évaluation de l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone. Ce cadre d'évaluation devra comprendre une description des objectifs et des mécanismes de l'Entente, l'identification des questions d'évaluation et des indicateurs de rendement, ainsi qu'un plan d'action indiquant les sources d'information, les échéanciers et les ressources requises pour effectuer l'évaluation. Notre mandat ne comprend pas la réalisation de l'évaluation elle-même.

Notre démarche consiste, entre autres, à consulter les différentes parties prenantes de cette Entente dans le but d'arriver à une compréhension commune des objectifs de l'Entente et des rôles et responsabilités de ses partenaires.

Ce questionnaire s'adresse aux représentants des gouvernements du Canada et de l'Ontario et vise essentiellement à définir le contexte de la signature de l'Entente, à identifier les ressources investies par les gouvernements et à clarifier certains éléments relatifs à la mise en œuvre de l'Entente-cadre et de son plan d'affaires.

Contexte

1. Quelles circonstances politiques ont mené à la signature de l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone?
2. Quelles conditions ont favorisé la collaboration des deux paliers de gouvernement à négocier cette Entente?
3. À quelles priorités de votre ministère cette Entente répond-elle?
4. Des ententes relativement à la gestion scolaire ont été signées avec plusieurs provinces. L'Entente Canada-Ontario diffère-t-elle des autres ententes sur la gestion scolaire? Si oui, en quoi?

Ressources investies

5. Trois catégories d'activités sont couvertes par l'Entente, soit:

- . rendre le système opérationnel
- . promouvoir l'accès à l'éducation de langue française
- . améliorer le rendement des élèves de langue française

Pouvez-vous expliquer pourquoi ces trois catégories ont été retenues, comment elles ont été déterminées et par qui?

6. Sur quelle base les enveloppes budgétaires propres à chaque catégorie d'activités ont-elle été établies? Y avait-il des critères? Si oui, lesquels?
7. Question uniquement à l'intention des représentants du gouvernement de l'Ontario:
Quels sont les mécanismes d'allocation des ressources de l'Entente?
8. Comment la répartition du financement entre les gouvernements fédéral et provincial a-t-elle été arrêtée? (Par exemple, en aménagement linguistique, le gouvernement fédéral fournit 74% du financement).

Mise en oeuvre

9. Quelles sont les ressources financières, humaines et autres investies par votre ministère dans la gestion scolaire, au-delà de l'enveloppe de l'Entente elle-même?
10. Comment percevez-vous les rôles respectifs du gouvernement fédéral, provincial et des conseils scolaires relativement à la mise en oeuvre de l'Entente?
11. Quels sont les éléments de la mise en oeuvre de l'Entente qui présentent les plus grands défis et pourquoi?
12. La mise en oeuvre de l'Entente a débuté en 1998-1999. Se déroule-t-elle comme prévue? Sinon, pourquoi?

Évaluation de l'Entente.

(Le cadre d'évaluation visera à la fois une évaluation annuelle (formative) et une évaluation globale (sommative) au terme de l'Entente.)

13. Quels résultats attendez-vous de cette Entente?
14. En fonction des résultats que vous avez identifiés, jusqu'à quel point pensez-vous qu'il sera possible de mesurer ces résultats d'ici la fin de la période couverte par l'Entente?

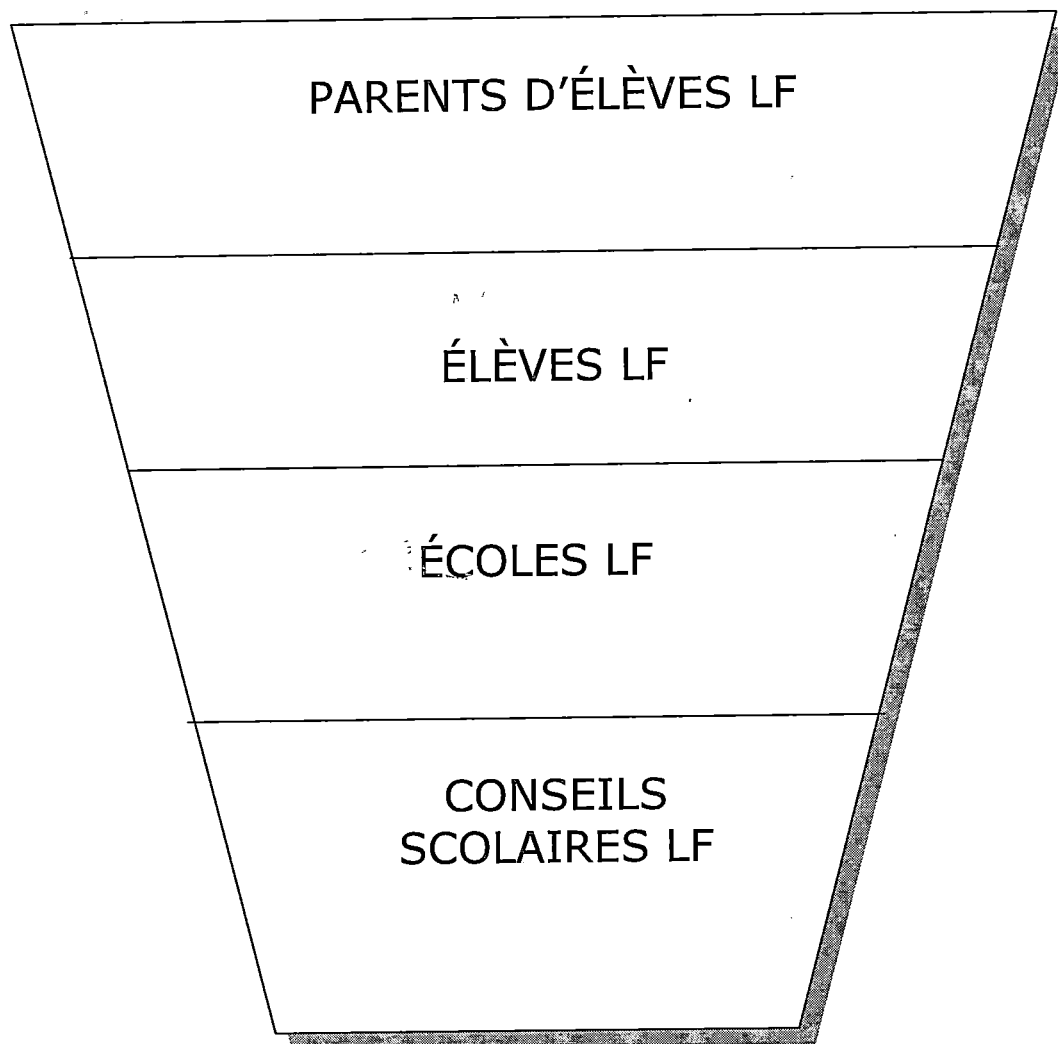
15. Question uniquement à l'intention du gouvernement de l'Ontario : Le succès de l'évaluation de cette Entente dépendra en grande partie de l'engagement des conseils scolaires à participer au processus. Quelles stratégies suggérez-vous pour stimuler et faciliter la pleine participation des conseils au processus d'évaluation?

Question uniquement à l'intention du gouvernement fédéral :

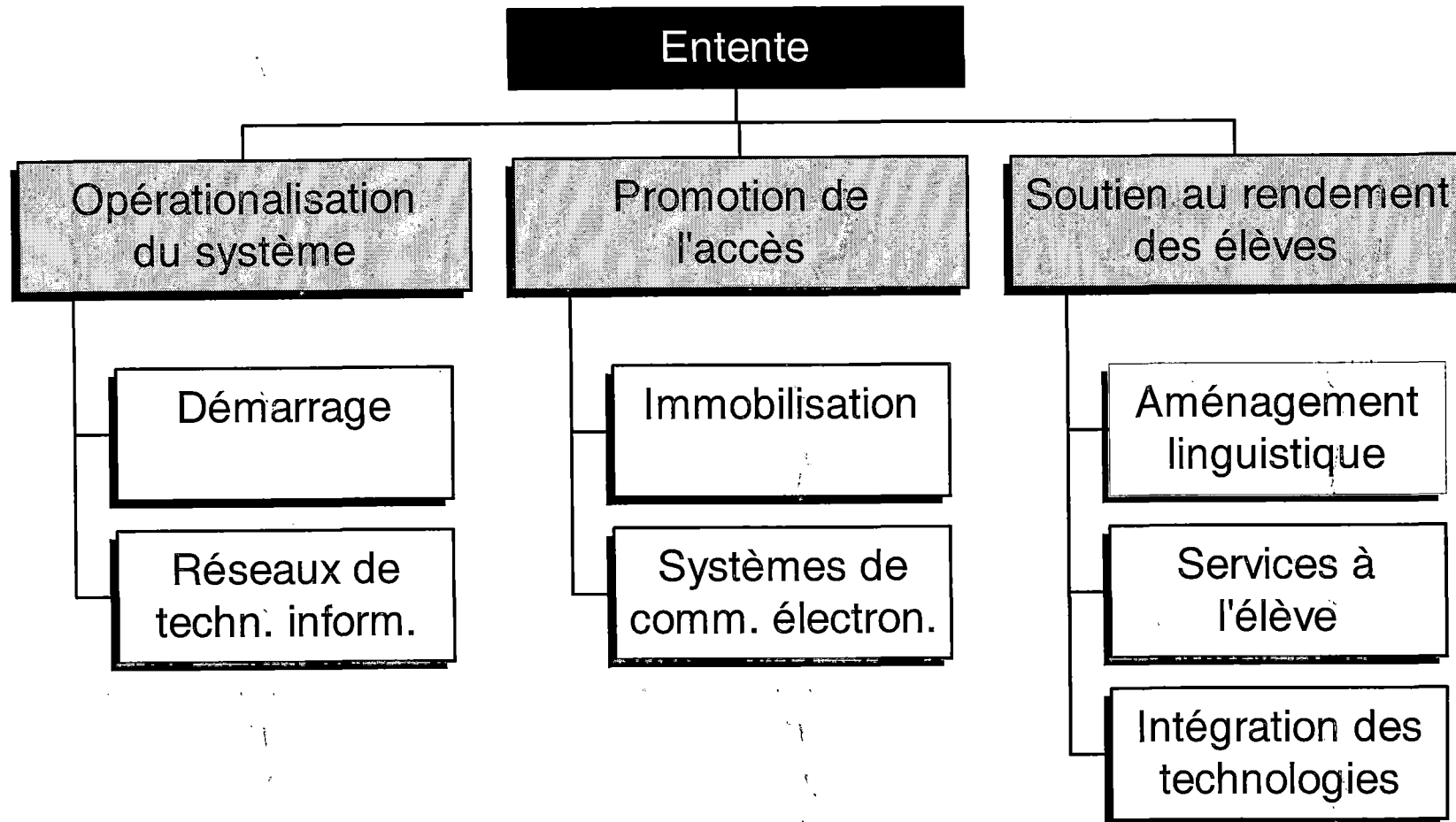
À part le financement alloué dans le cadre de l'Entente, fournissez-vous d'autres formes d'appui pour la mise en oeuvre de l'Entente?

16. Une évaluation annuelle (formative) sera effectuée dans le but d'assurer un suivi continu du fonctionnement de l'Entente et d'assurer la collecte des données nécessaires à l'évaluation globale (sommative). Quels sont, à votre avis, les éléments les plus importants de l'Entente devant faire l'objet d'un tel suivi continu?

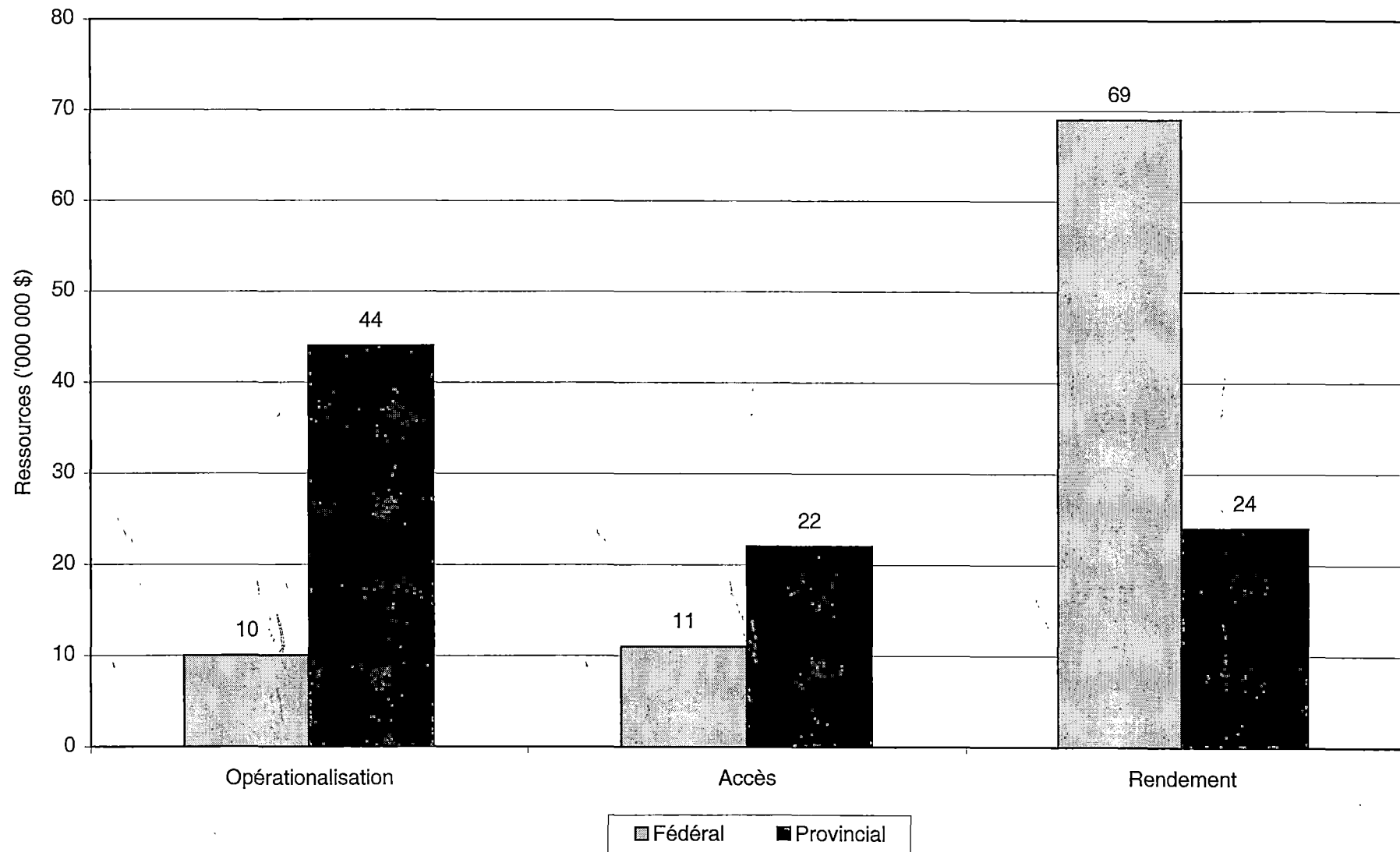
RÉSULTATS



Entente spéciale sur la gestion scolaire



Entente spéciale sur la gestion scolaire



Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone

PLAN D'AFFAIRES

Les fonds octroyés dans le cadre de cette entente sociale aideront à mettre en oeuvre de façon efficace les douze conseils scolaires de district de langue française (CSDLF) dans un cadre de gestion des écoles de langue française en Ontario qui favorise des normes de rendement scolaire plus élevées

OBJECTIFS	Rendre le système opérationnel	Promouvoir l'accès à l'éducation en langue française	Améliorer le rendement des élèves de langue française
STRATÉGIES	<ul style="list-style-type: none"> * Établir la structure administrative de chacun des 12 nouveaux conseils scolaires de district de langue française [démarrage] * Mettre en place des systèmes informatisés pour l'établissement des rapports financiers, la gestion des ressources humaines et l'organisation du personnel [réseau de technologies informatiques] 	<ul style="list-style-type: none"> * Construire ou améliorer des installations scolaires [immobilisation] * Établir des réseaux technologiques entre conseils scolaires pour les communications internes et externes [systèmes de communication électronique] 	<ul style="list-style-type: none"> * Mettre en oeuvre le cadre des programmes d'aménagement linguistique en vue d'aider les élèves de langue française à relever les défis que pose l'apprentissage dans un contexte de langue minoritaire [aménagement linguistique] * Fournir aux élèves de langue française les services de soutien requis pour les aider à atteindre un meilleur rendement scolaire [services aux élèves] * Offrir des programmes éducationnels sur de vastes étendues géographiques à l'aide des technologies d'éducation à distance [intégration des technologies]
RÉSULTATS ATTENDUS	<p>Les conseils scolaires de district de langue française administreront de façon efficace leurs établissements et programmes et offriront des services éducationnels sur de vastes étendues géographiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> * Les élèves de langue française auront un plus grand accès à l'éducation élémentaire et secondaire en langue française * Modes alternatifs de communication 	<ul style="list-style-type: none"> * Les élèves de langue française auront un rendement plus élevé dans les épreuves provinciales, nationales et internationales * La transition des élèves et des apprenantes/apprenants de langue française à l'éducation postsecondaire sera plus grande et s'effectuera avec succès
INDICATEURS DE PERFORMANCE	<ul style="list-style-type: none"> * Structure administrative des 12 conseils scolaires de district de langue française pleinement opérationnelle * Établissement d'une base de calcul des coûts administratifs * Existence d'arrangements visant le partage des ressources et des coûts 	<ul style="list-style-type: none"> * Accroissement des effectifs des conseils scolaires de district de langue française * Utilisation accrue des technologies de télécommunications dans les opérations courantes * Satisfaction accrue des parents, des conseillères/conseillers scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> * Amélioration progressive des résultats aux épreuves * Taux plus élevé d'élèves de langue française obtenant le diplôme d'études secondaires * Augmentation du nombre d'élèves de langue française faisant des demandes d'admission auprès d'établissements postsecondaires * Niveau accru de satisfaction des parents * Gamme de services et de programmes offerts grâce aux technologies de l'information

SOMMAIRE DES COÛTS ESTIMATIFS

OPÉRATIONNALISATION DU SYSTÈME

DÉMARRAGE
RÉSEAUX DE TECHNOLOGIES INFORMATIQUES

PROMOTION DE L'ACCÈS

IMMOBILISATION
SYSTÈMES DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE

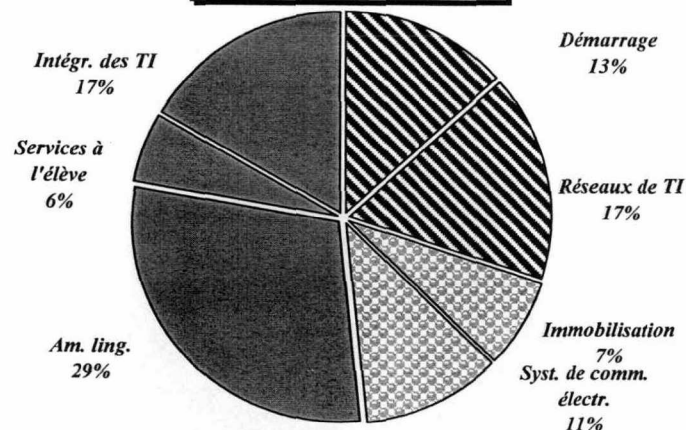
SOUTIEN AU RENDEMENT DES ÉLÈVES

AMÉNAGEMENT LINGUISTIQUE
SERVICES À L'ÉLÈVE
INTÉGRATION DES TECHNOLOGIES

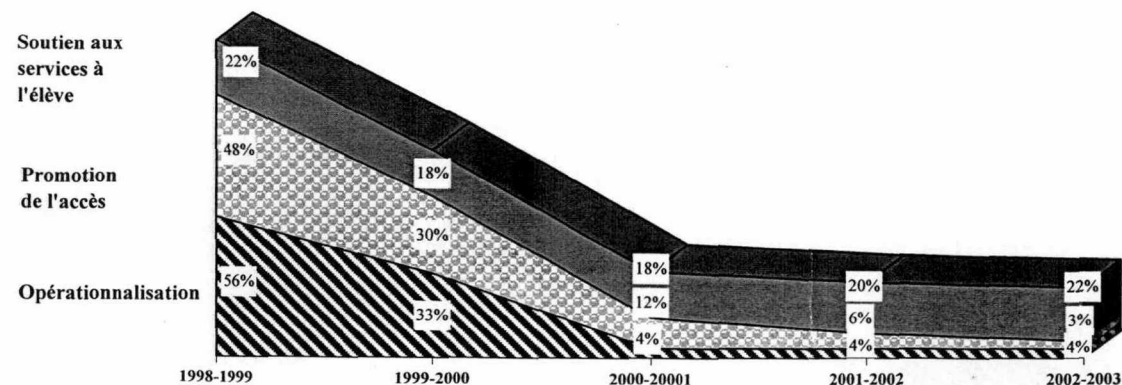
TOTAL GLOBAL

1998-1999	1999-2000	2000-20001	2001-2002	2002-2003	Total (\$ M)
15 \$	9 \$				24 \$
15 \$	9 \$	2 \$	2 \$	2 \$	30 \$
30 \$	18 \$	2 \$	2 \$	2 \$	54 \$
5 \$	5 \$	2 \$	1 \$	- \$	13 \$
11 \$	5 \$	2 \$	1 \$	1 \$	20 \$
16 \$	10 \$	4 \$	2 \$	1 \$	33 \$
8 \$	8 \$	10 \$	13 \$	14 \$	53 \$
2 \$	2 \$	2 \$	2 \$	2 \$	10 \$
10 \$	7 \$	5 \$	4 \$	4 \$	30 \$
20 \$	17 \$	17 \$	19 \$	20 \$	93 \$
66 \$	45 \$	23 \$	23 \$	23 \$	180 \$

Répartition des catégories



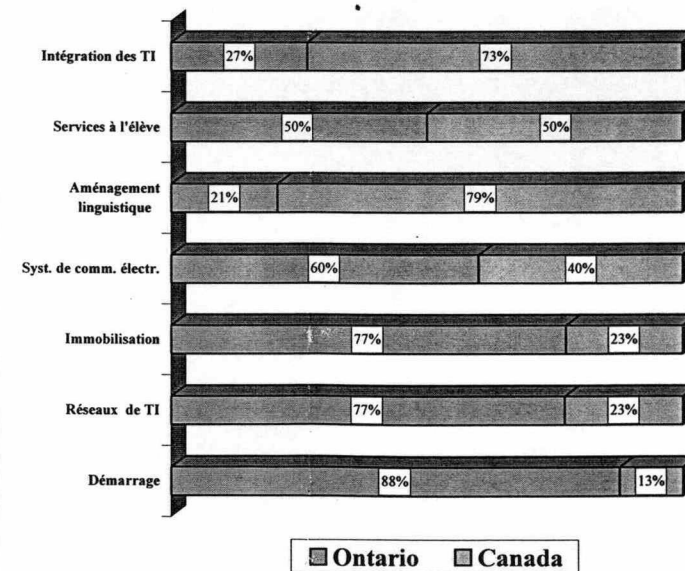
Schémes de financement annuel par catégorie



RÉPARTITION ANNUELLE PROPOSÉE DES ALLOCATIONS DE FONDS (M \$)

	<i>Rendre le système opérationnel</i>		<i>Promouvoir l'accès</i>		<i>Améliorer le rendement de l'élève</i>			TOTAL
	Démarrage	Réseaux TI	Immo.	Com. él.	Amé. lin.	Sves à l'él.	Int. des TI	
1998-1999								
Ontario	13 \$	13 \$	5 \$	9 \$	4 \$	1 \$	3 \$	48 \$
Canada	2 \$	2 \$		2 \$	4 \$	1 \$	7 \$	18 \$
Total	15 \$	15 \$	5 \$	11 \$	8 \$	2 \$	10 \$	66 \$
1999-2000								
Ontario	8 \$	7 \$	5 \$	2 \$	2 \$	1 \$	2 \$	27 \$
Canada	1 \$	2 \$		3 \$	6 \$	1 \$	5 \$	18 \$
Total	9 \$	9 \$	5 \$	5 \$	8 \$	2 \$	7 \$	45 \$
2000-2001								
Ontario		1 \$		1 \$	1 \$	1 \$	1 \$	5 \$
Canada		1 \$	2 \$	1 \$	9 \$	1 \$	4 \$	18 \$
Total	- \$	2 \$	2 \$	2 \$	10 \$	2 \$	5 \$	23 \$
2001-2002								
Ontario		1 \$			2 \$	1 \$	1 \$	5 \$
Canada		1 \$	1 \$	1 \$	11 \$	1 \$	3 \$	18 \$
Total	- \$	2 \$	1 \$	1 \$	13 \$	2 \$	4 \$	23 \$
2002-2003								
Ontario		1 \$			2 \$	1 \$	1 \$	5 \$
Canada		1 \$		1 \$	12 \$	1 \$	3 \$	18 \$
Total	- \$	2 \$	- \$	1 \$	14 \$	2 \$	4 \$	23 \$
Total Ontario	21 \$	23 \$	10 \$	12 \$	11 \$	5 \$	8 \$	90 \$
Total Canada	3 \$	7 \$	3 \$	8 \$	42 \$	5 \$	22 \$	90 \$
TOTAL	24 \$	30 \$	13 \$	20 \$	53 \$	10 \$	30 \$	180 \$

RÉPARTITION DU FINANCEMENT PROVINCIAL/FÉDÉRAL PAR CATÉGORIE



OPÉRATIONNALISATION DU SYSTÈME

TÂCHES

Démarrage:

- * Établir des mécanismes permettant aux conseils de soumettre leurs demandes et leurs plans de financement
- * Élaborer des critères d'évaluations afin d'atteindre les objectifs envisagés
- * Établir une méthode d'allocation budgétaire et de répartition des fonds
- * Établir les exigences en matière d'établissement de rapports et de contrôle

(cadre d'évaluation)

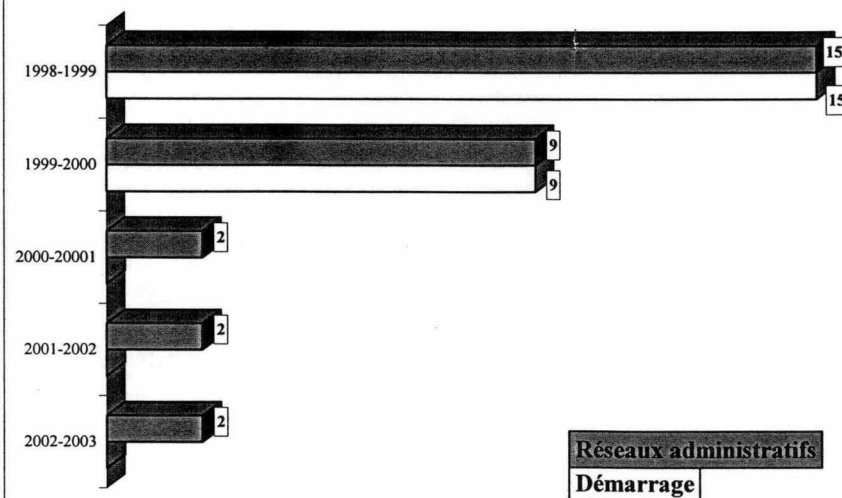
Réseaux de technologies informatiques:

- * Inclure dans les demandes des conseils scolaires les technologies informatiques à des fins administratives
- * Fixer des priorités
- * Établir des paramètres pour les éléments suivants :
 - Coûts
 - Services partagés
 - Normes

Au nombre des items admissibles pourraient figurer les éléments suivants :

- * Équipement informatique : ordinateurs, imprimantes, serveurs de fichiers, routeurs, etc.
- * Logiciels : applications de gestion de données, gestion des ressources humaines, etc.
- * Droits d'utilisation
- * Mécanismes de soutien technique
- * Programmes de formation

FINANCEMENT ANNUEL (M \$)



RÉSULTATS ATTENDUS

Démarrage:

La structure administrative des douze conseils scolaires de district de langue française sera pleinement opérationnelle

Réseaux de technologies informatiques:

- * Rationnalisation des fonctions administratives et utilisation rentable des ressources
- * Communication électronique et transfert de données entre écoles et conseils scolaires, programmation personnalisée de données
- * Création de consortia d'achats

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Démarrage:

Dans les deux années qui suivront leur démarrage, les conseils scolaires de district de langue française assumeront une gamme complète de responsabilités et de services en matière de gestion

Réseaux de technologies informatiques:

- * Principales fonctions administratives du conseil intégrées par voie électronique (c.-à-d.: progiciel intégré)
- * Réseaux électroniques en place
- * Nombre des séances de formation organisées à l'intention du personnel
- * Conclusion d'ententes contractuelles en vue du partage des services

BEST AVAILABLE COPY

PROMOTION DE L'ACCÈS																			
TÂCHES	FINANCEMENT ANNUEL (M \$)																		
<p>Immobilisation:</p> <ul style="list-style-type: none">* Suivi des initiatives en matière de construction et de rénovation à mesure que le processus de restructuration des conseils scolaires progresse* Mise en place d'un cadre d'imputabilité (?)	<table><caption>Financement Annuel (M \$)</caption><thead><tr><th>Période</th><th>Système de communication électronique</th><th>Projets d'immobilisation</th></tr></thead><tbody><tr><td>1998-1999</td><td>11</td><td>5</td></tr><tr><td>1999-2000</td><td>5</td><td>5</td></tr><tr><td>2000-2001</td><td>2</td><td>2</td></tr><tr><td>2001-2002</td><td>1</td><td>1</td></tr><tr><td>2002-2003</td><td>1</td><td>1</td></tr></tbody></table>	Période	Système de communication électronique	Projets d'immobilisation	1998-1999	11	5	1999-2000	5	5	2000-2001	2	2	2001-2002	1	1	2002-2003	1	1
Période	Système de communication électronique	Projets d'immobilisation																	
1998-1999	11	5																	
1999-2000	5	5																	
2000-2001	2	2																	
2001-2002	1	1																	
2002-2003	1	1																	
RÉSULTATS ATTENDUS	INDICATEURS DE PERFORMANCE																		
<p>Immobilisation:</p> <ul style="list-style-type: none">* Les écoles élémentaires et secondaires de langue française de l'Ontario pourront faire une prestation efficace des programmes* Un plus grand nombre de parents de langue française vont inscrire leurs enfants aux écoles de langue française* Un plus grand nombre d'élèves seront desservis dans leur langue dans leur localité ?	<p>Immobilisation:</p> <ul style="list-style-type: none">* Achèvement de la construction et de la rénovation d'écoles* Augmentation des effectifs des élèves de langue française <p><i>→ les besoins des élèves ? existence de programmes pour répondre aux besoins ?</i></p> <p><i>effectifs quantifiés ?</i></p>																		
<p>Systèmes de communication électronique:</p> <ul style="list-style-type: none">* Assurer la communication entre directrices/directeurs de l'éducation, surintendantes/surintendants et conseillères/conseillers scolaires d'un bout à l'autre des conseils scolaires existants et des conseils scolaires nouvellement fusionnés* Tenue de réunions par voie électronique dans le cadre de projets de collaboration* Établissement de liens avec les écoles : communications entre conseils scolaires et conseils d'écoles* Accès des membres de la collectivité aux informations et aux technologies pertinentes en matière d'éducation	<p>Systèmes de communication électronique:</p> <ul style="list-style-type: none">* Établissement des systèmes LAN et WAN dans les écoles élémentaires et secondaires de langue française de l'Ontario* Utilisation de l'Internet* Participation par voie électronique du public et des parents aux réunions des conseils par l'intermédiaire des écoles* Sondages de satisfaction																		

SOUTIEN AU RENDEMENT SCOLAIRE

TÂCHES

Pour atteindre l'objectif qui est d'appuyer le rendement des élèves, il faudra se concentrer pendant une période de cinq années sur les tâches suivantes :

- * Concevoir, élaborer, administrer, évaluer et coordonner le cadre de l'Aménagement linguistique (voir note ci-dessous)
- * Mettre en oeuvre les composantes de l'AL :
 - Profils des écoles et des conseils scolaires
 - Ressources et matériel éducationnels
 - Animation culturelle
 - Recherche
 - Modèles d'évaluation des élèves
 - Évaluation progressive du modèle
- * Renforcer la capacité des conseils scolaires en vue de :
 - La mise à l'essai des modèles
 - La mise en valeur des connaissances
 - L'établissement de partenariats
- * Concevoir, élaborer, mettre à l'essai et appliquer des modèles non traditionnels de prestation de services à l'intention des élèves

On entend par aménagement linguistique la conception et la mise en oeuvre de mesures visant à appuyer le rendement scolaire, à valoriser davantage et à encourager l'utilisation d'une langue dans un milieu où cette langue est minoritaire

Les technologies seront intégrées dans la salle de classe de deux façons :

- * En augmentant la taille du parc informatique à la disposition des élèves et du personnel enseignant
- * En améliorant ou en établissant, là où il convient, des stratégies reliées aux technologies d'éducation à distance. De telles stratégies peuvent s'appuyer sur un éventail de technologies appropriées.

RÉSULTATS ATTENDUS

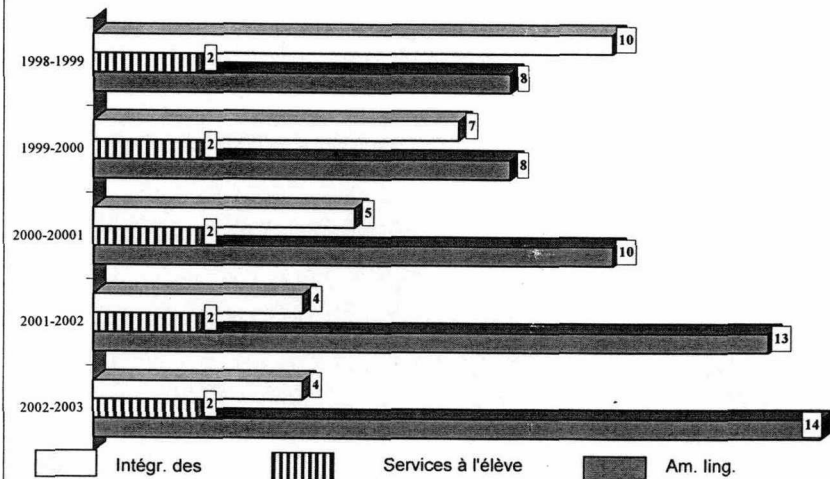
Aménagement linguistique et services à l'élève:

- * Résultats obtenus par les élèves en conformité avec les attentes provinciales
- * Rehaussement des liens entre les écoles de langue française et la collectivité en général afin d'appuyer l'apprentissage des élèves
- * Disponibilité de ressources et de services éducatifs qui conviennent aux élèves de langue française
- * Prestation de manière efficace de services éducationnels de haute qualité aux élèves de langue française de tous les conseils scolaires de district de langue française
- * Le cadre mis en oeuvre contribue à l'amélioration du rendement scolaire

Intégration des technologies dans la salle de classe:

- * Organisation d'activités de perfectionnement professionnel sur l'apprentissage assisté par les technologies à l'intention des éducatrices et des éducateurs
- * Accroissement des connaissances et habilités en informatique des élèves de langue française; accès maximal à l'information ainsi qu'aux technologies informatiques et de communications en vue d'appuyer l'enseignement et l'apprentissage dans tous les domaines du programme d'études; recherche globale rendue disponible au niveau de la salle de classe
- * Possibilités accrues de faire des études à distance

FINANCEMENT ANNUEL (M \$)



INDICATEURS DE PERFORMANCE

Aménagement linguistique et services à l'élève:

- * Obtention de meilleurs résultats dans les épreuves provinciales, nationales et internationales
- * Accroissement et diversification des programmes d'éducation communautaire aux paliers élémentaire et secondaire (p. ex., expérience d'éducation coopérative et activités bénévoles)
- * Satisfaction accrue des parents en ce qui concerne les ressources et les services éducationnels fournis aux élèves de langue française
- * Existence d'arrangements visant à partager les ressources et les coûts de prestation des services éducationnels
- * Évaluation progressive sur une période de cinq ans

Intégration des technologies dans la salle de classe:

- * Taux ordinateurs/élèves
- * Pourcentage des cours d'éducation à distance
- * Utilisation du bulletin scolaire provincial électronique

Pour la Rencontre
du 8 février

PGF/GTA

Recherche inc.

To/A: Gladys Bichat

Fax: (819) 953-6580

From/De: Stéphan Bordeleau

Date: 04/02/00

Re/Objet: Entrevue de groupe

Pages: 1 + 3

CC:

☐ Urgent

☐ For Review
Pour avis

☐ Please Comment
Commentaires

☐ Please Reply
Veuillez répondre

☐ Please Recycle
SVP recycle

Message:

Bonjour Gladys,

Voici le questionnaire pour l'entrevue de groupe prévue pour mardi le 8
Février à 9h. Merci et bonne fin de semaine.

Stéphan Bordeleau (sb@pgf.ca)

291 Dalhousie Street Tel: (613) 241-2251
Suite 202 Fax: (613) 241-2252
Ottawa ON K1N 7E5 1-800-575-9118
www.pgf.ca

**CADRE D'ÉVALUATION DE L'ENTENTE SPÉCIALE CANADA-ONTARIO
RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION SCOLAIRE FRANCOPHONE**

**Questionnaire pour les représentantes et les représentants de
Patrimoine canadien et du ministère de l'Éducation de l'Ontario**

Introduction

L'objectif de notre démarche de recherche est d'élaborer un cadre pour l'évaluation de l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone. Ce cadre d'évaluation devra comprendre une description des objectifs et des mécanismes de l'Entente, l'identification des questions d'évaluation et des indicateurs de rendement, ainsi qu'un plan d'action indiquant les sources d'information, les échéanciers et les ressources requises pour effectuer l'évaluation. Notre mandat ne comprend pas la réalisation de l'évaluation elle-même.

Notre démarche consiste, entre autres, à consulter les différentes parties prenantes de cette Entente dans le but d'arriver à une compréhension commune des objectifs de l'Entente et des rôles et responsabilités de ses partenaires.

Ce questionnaire s'adresse aux représentants des gouvernements du Canada et de l'Ontario et vise essentiellement à définir le contexte de la signature de l'Entente, à identifier les ressources investies par les gouvernements et à clarifier certains éléments relatifs à la mise en œuvre de l'Entente-cadre et de son plan d'affaires.

Contexte

1. Quelles circonstances politiques *ministérielles* ont mené à la signature de l'Entente spéciale Canada-Ontario relative à la mise en œuvre de la gestion scolaire francophone?
2. Quelles conditions ont favorisé la collaboration des deux paliers de gouvernement à négocier cette Entente?
3. À quelles priorités de votre ministère cette Entente répond-elle?
4. Des ententes relativement à la gestion scolaire ont été signées avec plusieurs provinces. L'Entente Canada-Ontario diffère-t-elle des autres ententes sur la gestion scolaire? Si oui, en quoi?

Ressources investies

5. Trois catégories d'activités sont couvertes par l'Entente, soit:
- . rendre le système opérationnel
 - . promouvoir l'accès à l'éducation de langue française
 - . améliorer le rendement des élèves de langue française

Pouvez-vous expliquer pourquoi ces trois catégories ont été retenues, comment elles ont été déterminées et par qui?

6. Sur quelle base les enveloppes budgétaires propres à chaque catégorie d'activités ont-elle été établies? Y avait-il des critères? Si oui, lesquels?
7. Question uniquement à l'intention des représentants du gouvernement de l'Ontario :
Quels sont les mécanismes d'allocation des ressources de l'Entente?
8. Comment la répartition du financement entre les gouvernements fédéral et provincial a-t-elle été arrêtée? (Par exemple, en aménagement linguistique, le gouvernement fédéral fournit 74% du financement).

Mise en oeuvre

9. Quelles sont les ressources financières, humaines et autres investies par votre ministère dans la gestion scolaire, au-delà de l'enveloppe de l'Entente elle-même?
10. Comment percevez-vous les rôles respectifs du gouvernement fédéral, provincial et des conseils scolaires relativement à la mise en oeuvre de l'Entente?
11. Quels sont les éléments de la mise en oeuvre de l'Entente qui présentent les plus grands défis et pourquoi?
12. La mise en oeuvre de l'Entente a débuté en 1998-1999. Se déroule-t-elle comme prévue? Sinon, pourquoi?

Évaluation de l'Entente.

(Le cadre d'évaluation visera à la fois une évaluation annuelle (formative) et une évaluation globale (sommativ) au terme de l'Entente.)

13. Quels résultats attendez-vous de cette Entente?
14. En fonction des résultats que vous avez identifiés, jusqu'à quel point pensez-vous qu'il sera possible de mesurer ces résultats d'ici la fin de la période couverte par l'Entente?

15. Question uniquement à l'intention du gouvernement de l'Ontario : Le succès de l'évaluation de cette Entente dépendra en grande partie de l'engagement des conseils scolaires à participer au processus. Quelles stratégies suggérez-vous pour stimuler et faciliter la pleine participation des conseils au processus d'évaluation?

Question uniquement à l'intention du gouvernement fédéral :

À part le financement alloué dans le cadre de l'Entente, fournissez-vous d'autres formes d'appui pour la mise en oeuvre de l'Entente?

16. Une évaluation annuelle (formative) sera effectuée dans le but d'assurer un suivi continu du fonctionnement de l'Entente et d'assurer la collecte des données nécessaires à l'évaluation globale (sommative). Quels sont, à votre avis, les éléments les plus importants de l'Entente devant faire l'objet d'un tel suivi continu?

Radio communautaire de l'Est ontarien				Feb 28, '99							Mar 7, '99							Mar 14, '99							Ma		
①	Activités	Début	Fin	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	
	3.2.3 Préparer guide du facilitateur	Wed Mar 3	Tue Mar 9																								
	3.2.4 Administrer les groupes	Tue Mar 16	Thu Mar 18																								
	3.2.5 Préparer rapport d'analyse	Fri Mar 19	Tue Mar 23																								
	4 Potentiel de marché	Mon Mar 22	Mon Mar 29																								
	4.1 Analyse des données	Mon Mar 22	Wed Mar 24																								
	4.2 Rédaction du rapport d'analyse	Wed Mar 24	Mon Mar 29																								
	5 Rapport final	Mon Mar 29	Mon Apr 19																								
	5.1 Préparer première ébauche de rapport	Mon Mar 29	Thu Apr 8																								
	5.2 Envoyer rapport pour commentaires	Fri Apr 9	Fri Apr 9																								
	5.3 Ajuster le rapport	Wed Apr 14	Fri Apr 16																								
	5.4 Dépôt du rapport final	Mon Apr 19	Mon Apr 19																								
											M. Johnson[20%], F. Dumaine[5%]							F. Dumaine[68%]									

Page 2

Sun Mar 7

Radio communautaire de l'Est ontarien				Feb 28, '99							Mar 7, '99							Mar 14, '99							Ma									
①	Activités	Début	Fin	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T							
	1 Gestion du projet	Thu Feb 11	Thu Apr 15																															
✓	1.1 Rencontre d'équipe	Thu Feb 11	Thu Feb 11																															
↻	1.2 Mise à jour du projet	Mon Feb 15	Mon Apr 12	■											■											■								■
✓	1.3 Réunion du Comité de travail	Mon Feb 22	Mon Feb 22																															
	1.4 Renc. 1 de mise à jour	Fri Mar 19	Fri Mar 19	F. Dumaine																														
	1.5 Renc. 2 de mise à jour	Thu Apr 15	Thu Apr 15																															
☐	1.6 Coordination	Mon Feb 15	Fri Mar 5	... F. Dumaine[27%]																														
	2 Contexte et profil économique	Mon Feb 15	Mon Mar 15																															
☐	2.1 Recherche documentaire	Mon Feb 15	Thu Mar 4	... M. Perrault[67%], J. Nestby																														
☐	2.2 Analyse	Mon Feb 22	Wed Mar 10	... M. Perrault[67%]																														
☐	2.3 Rédaction d'une note de recherche	Thu Mar 11	Mon Mar 15	... M. Perrault[45%]																														
	3 Étude de la demande	Mon Feb 15	Tue Mar 23																															
	3.1 Sondages téléphoniques	Mon Feb 15	Fri Mar 19																															
✓	3.1.1 Identifier échantillons	Mon Feb 15	Tue Mar 2	... F. Dumaine[75%], M. Perrault																														
✓	3.1.2 Briefage de l'équipe de support	Thu Feb 25	Thu Feb 25	on[67%]																														
✓	3.1.3 Préparer questionnaires	Fri Feb 19	Fri Feb 26	umaine[13%], M. Johnson[33%], M. Perrault[13%]																														
✓	3.1.4 Tester questionnaire	Mon Feb 22	Wed Feb 24																															
	3.1.5 Modifier questionnaire	Thu Feb 25	Mon Mar 1	... M. Johnson[40%]																														
✓	3.1.6 Préparer programme Access	Wed Feb 24	Sun Feb 28	... C. Mackenzie[38%]																														
☐	3.1.7 Administrer questionnaires	Mon Mar 1	Sat Mar 13	... M. Gaudet, S. Perrault, K. Bastien, R. Ma																														
☐	3.1.8 Analyse des données	Mon Mar 15	Wed Mar 17	... F. Dumaine[45%], M. Jo																														
☐	3.1.9 Préparer rapport d'analyse	Wed Mar 17	Fri Mar 19	... F. Dumaine[50]																														
	3.2 Groupes de concertation	Wed Mar 3	Tue Mar 23																															
☐	3.2.1 Identifier participants	Wed Mar 10	Thu Mar 11	... F. Dumaine[47%]																														
☐	3.2.2 Préparer logistique	Wed Mar 10	Thu Mar 11	... Admin.[53%]																														

Page 1

Sun Mar 7

Gestion scolaire

Projet de développement d'un cadre d'évaluation de l'entente spéciale Canada-Ontario sur la gestion scolaire

Cette note a pour but de faire le point sur le projet du développement d'un cadre d'évaluation de l'entente spéciale Canada-Ontario sur la gestion scolaire lequel est présentement enclenché mais progresse plus lentement qu'initialement prévu.

Historique

- ▶ Les termes de référence du projet ont été finalisés le 4 juin 1999.
- ▶ Les paramètres de la proposition ont été développés et le document mis sur le système d'appel d'offres MERX, le 9 août 1999.
- ▶ La proposition prévoyait que le travail commencerait le 20 septembre 1999 pour se terminer le 31 décembre 1999.
- ▶ Trois compagnies ont répondu à l'appel d'offres et deux d'entre elles ont été jugées aptes à remplir le contrat. Toutefois, leurs soumissions manquaient de clarté, obligeant le ministère de l'Ontario à demander à ces compagnies de fournir de plus amples informations.
- ▶ Finalement, la firme PGF/GTA, ayant fourni la soumission au moindre prix, a été retenue.
- ▶ Le contrat a été préparé et émis le 2 novembre 1999.
- ▶ Une première rencontre a eu lieu à Ottawa le 22 novembre réunissant les représentants de la firme PGF/GTA (François Dumaine et Marc Johnson), les représentants du ministère de l'Éducation de l'Ontario (Réjeanne Guay et Paul Overy) et la représentante des examens ministériels du Patrimoine canadien (Marjolaine Schaan).
- ▶ La firme a remis son plan de travail lequel établissait la durée du projet du 19 novembre 1999 au 12 mars 2000.
- ▶ Récemment, le projet a de nouveau été retardé pour les raisons suivantes:
 - 1) la province a demandé que les consultants rencontrent Madame Marie-Lison Fougère avant que tout autre intervenant dans ce dossier ne soit consulté;
 - 2) les directeurs des Conseils scolaires devraient être officiellement informés de ce projet par Mme Fougère lors de la rencontre du CODELF, prévue pour le 25 janvier prochain. Par conséquent, ces personnes ne pourront être contactées par la firme avant cette date.
 - 3) la période des Fêtes.
- ▶ Le plan de travail révisé prévoit maintenant que ce projet sera complété à la fin avril 2000.
- ▶ Le questionnaire devant servir d'outil pour consulter les représentants clés du Canada et de l'Ontario est prêt. Il vise essentiellement à définir le contexte de la signature de l'Entente, à identifier les ressources investies par les gouvernements et à clarifier certains éléments relatifs à la mise en oeuvre de l'Entente-cadre et de son plan d'affaires. Ces entrevues devraient être complétées vers la fin janvier.
- ▶ Nous avons reçu le 7 janvier 2000, la version préliminaire de la revue de la documentation pertinente et nous nous apprêtons à commenter ce document.

Conclusion

- ▶ Ces contretemps sont malencontreux. Cependant la firme PGF/GTA peut déjà, à partir de l'information fournie par le ministère de l'Ontario, développer une ébauche du modèle logique de cette initiative et déterminer plusieurs questions-clés de l'évaluation.
- ▶ Une des difficultés avec cette initiative réside dans le fait que les "cartes ne sont pas encore toutes jouées". Les budgets de cette initiative n'ont pas encore été pleinement alloués aux Conseils scolaires. Dans quelle mesure les Conseils scolaires ont pu pousser la planification de leurs activités pour les années futures en l'absence d'enveloppe budgétaire précise, reste à déterminer. Dans quelle mesure l'initiative progresse selon l'échéancier établi, reste également à déterminer.
- ▶ Le cadre d'évaluation doit contribuer à aider la province à faire rapport au fédéral sur cette initiative. Toutefois, le premier rapport basé sur le cadre d'évaluation sera celui prévu pour le début de l'année 2001.

Préparé par: Marjolaine Schaan
Gestionnaire de projet - Examens ministériels
7 janvier 2000

202-291 Dalhousie, Ottawa (ON) K1N 7E5
Tél: 613-241-2251
Télec: 613-241-2252

PGF/GTA Recherche

Télécopie

1. Copier à André Latreille,
Carole Corriveau et
Nicole Grenette
2. Conserver pour Pierre

A: Pierre Gaudet**De:** François Dumaine**Télec:** 953-9353**Pages:** 2**Tél.:****Date:** 02/09/00**Objet:** Cadre d'évaluation**CC:**☐ **Urgent**☐ **Pour info.**☐ **Pour commentaires****• Commentaires:**

Voir document ci-joint.



Ottawa • Halifax

202-291 Dalhousie
Ottawa, Ontario K1N 7E5
(613) 241-2251
(613) 241-2252
inform@pgf.ca
www.pgf.ca

Le 9 février 2000

Pierre Gaudet
Directeur, Politiques, analyses et promotion
Patrimoine canadien
15, rue Eddy
Hull (QC) K1A 0M5

**Objet : Cadre d'évaluation
Entente spéciale sur la gestion scolaire en Ontario**

Bonjour Pierre,

La présente vise à apporter un suivi à la rencontre que nous avons eue hier avec vos collègues concernant l'élaboration d'un cadre d'évaluation pour l'Entente spéciale sur la gestion scolaire en Ontario.

Notre discussion avec Paul-Émile Leblanc, Carole Corriveau et Nicole Frenette a été très constructive et nous a permis d'approfondir plusieurs points relatifs à l'entente. En particulier, nous avons bien couvert les aspects liés au contexte de la signature de l'entente, aux ressources investies et à la mise en œuvre de l'entente.

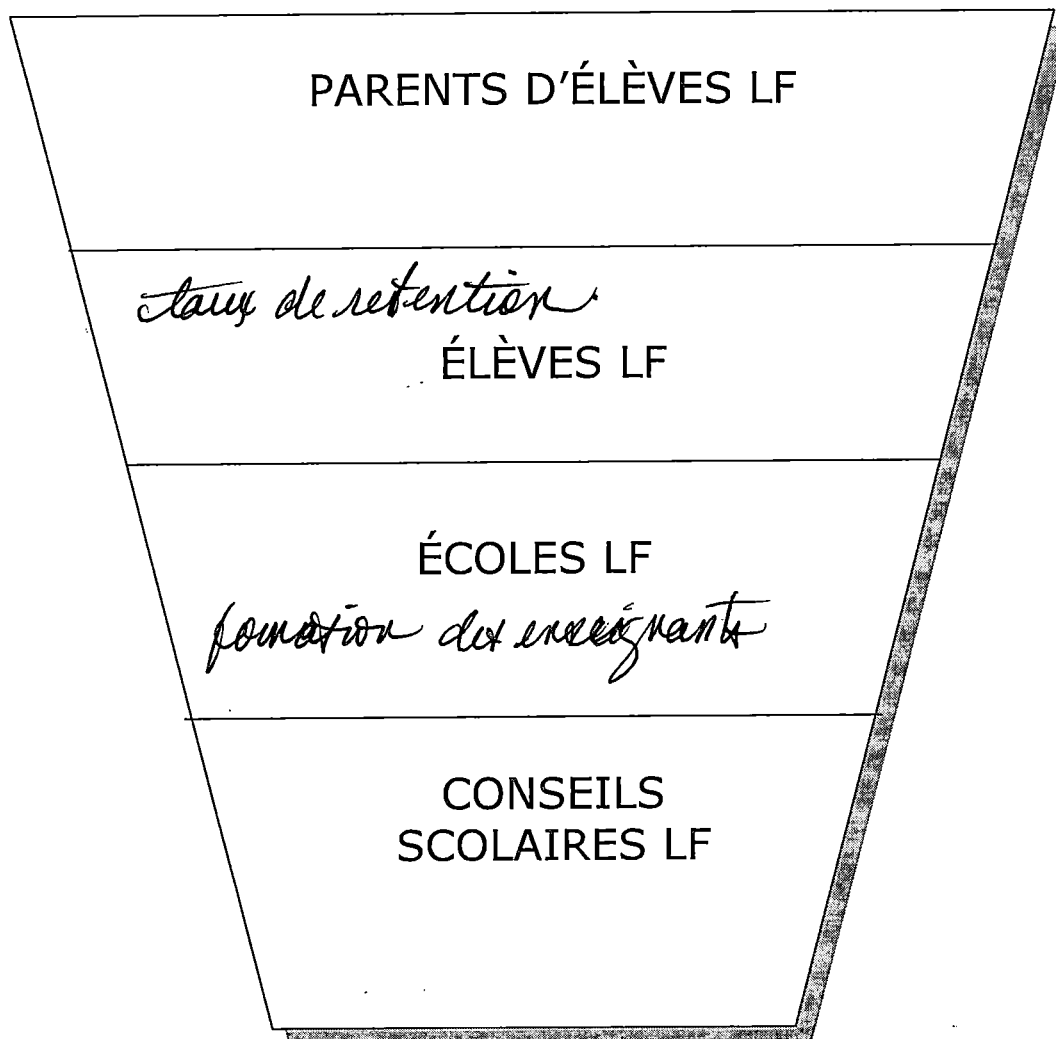
Comme vous n'avez pas pu assister à cette rencontre, nous voulions simplement communiquer avec vous pour discuter du suivi à apporter. Il ne m'apparaîtrait pas nécessaire de revenir avec vous sur chacun des points discutés lors de notre rencontre. Il m'apparaissait cependant qu'il pourrait être approprié d'avoir une courte discussion, en personne ou au téléphone, quant à vos attentes spécifiques face à l'évaluation de l'entente. Vous pourriez aussi traiter de toutes autres questions incluses dans notre questionnaire.

Je vous invite donc à entrer en communication avec nous au 613-241-2251 pour apporter le suivi que vous jugerez opportun.

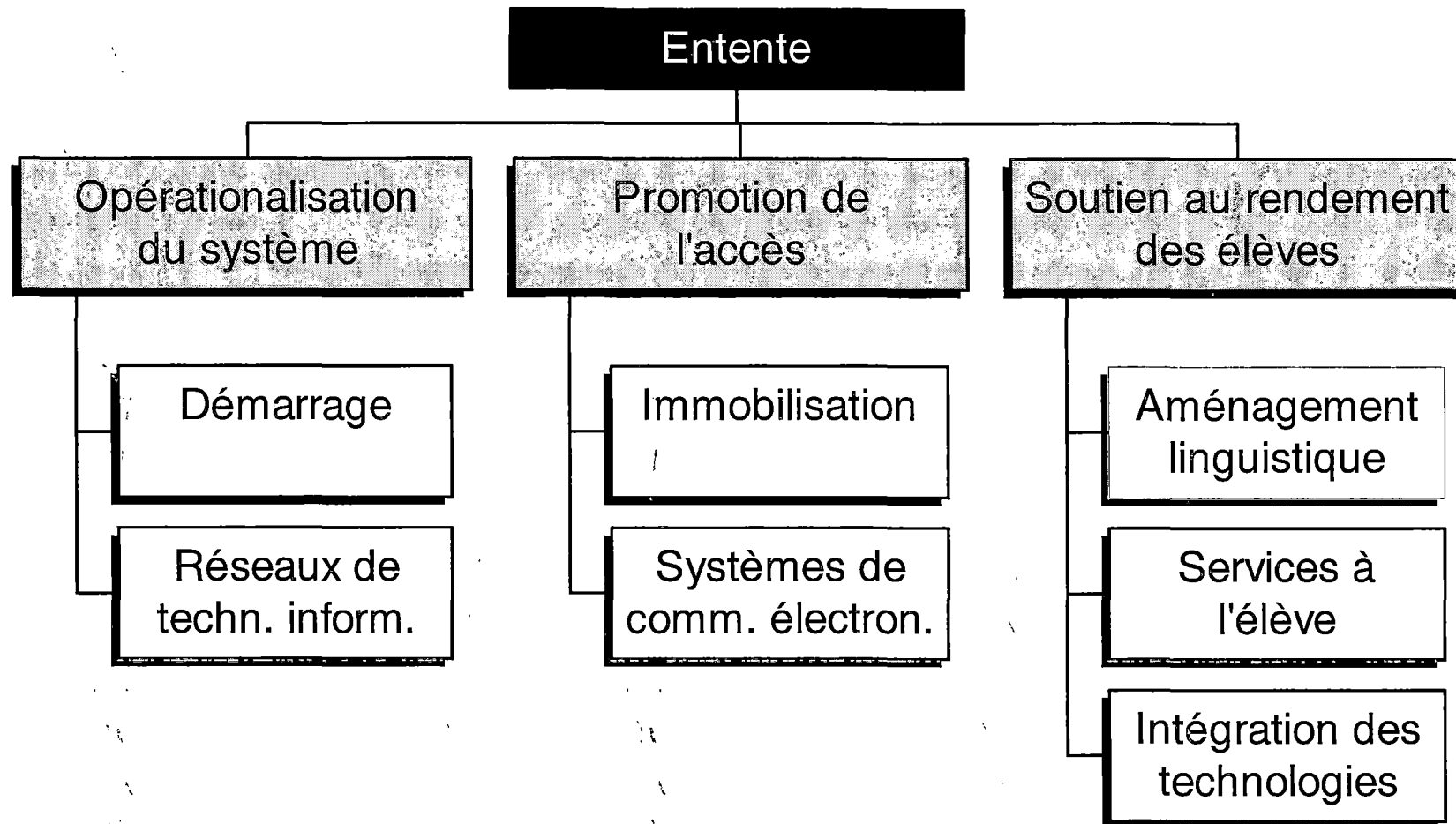
Dans l'attente de communications ultérieures, je vous prie d'accepter mes salutations les plus cordiales.

François Dumaine

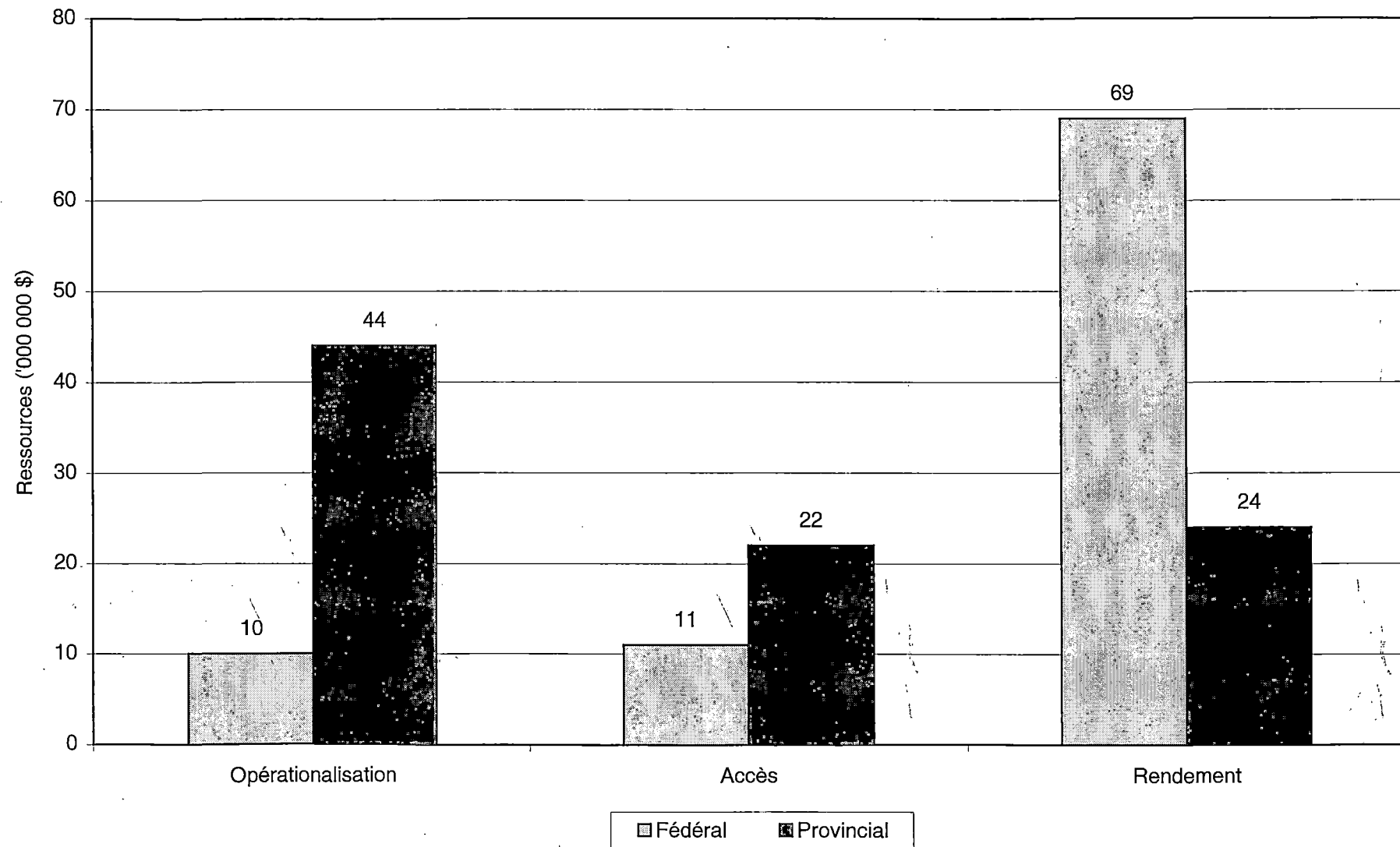
RÉSULTATS



Entente spéciale sur la gestion scolaire



Entente spéciale sur la gestion scolaire



202-291 Dalhousie, Ottawa (ON) K1N 7E5
Tél: 613-241-2251
Télec: 613-241-2252

PGF/GTA Recherche

Télécopie

1. Copies à André Latrille,
Carole Corriveau et
Nicole Grenette
2. Conserver pour Pierre

A: Pierre Gaudet	De : François Dumaine
Télec: 953-9353	Pages: 2
Tél.:	Date: 02/09/00
Objet: Cadre d'évaluation	CC:
<input type="checkbox"/> Urgent <input type="checkbox"/> Pour info. <input type="checkbox"/> Pour commentaires	

• Commentaires:

Voir document ci-joint.



Ottawa • Halifax

202-291 Dalhousie
Ottawa, Ontario K1N 7E5
(613) 241-2251
(613) 241-2252
inform@pgf.ca
www.pgf.ca

Le 9 février 2000

Pierre Gaudet
Directeur, Politiques, analyses et promotion
Patrimoine canadien
15, rue Eddy
Hull (QC) K1A 0M5

**Objet : Cadre d'évaluation
Entente spéciale sur la gestion scolaire en Ontario**

Bonjour Pierre,

La présente vise à apporter un suivi à la rencontre que nous avons eue hier avec vos collègues concernant l'élaboration d'un cadre d'évaluation pour l'Entente spéciale sur la gestion scolaire en Ontario.

Notre discussion avec Paul-Émile Leblanc, Carolle Corriveau et Nicole Frenette a été très constructive et nous a permis d'approfondir plusieurs points relatifs à l'entente. En particulier, nous avons bien couvert les aspects liés au contexte de la signature de l'entente, aux ressources investies et à la mise en œuvre de l'entente.

Comme vous n'avez pas pu assister à cette rencontre, nous voulions simplement communiquer avec vous pour discuter du suivi à apporter. Il ne m'apparaîtrait pas nécessaire de revenir avec vous sur chacun des points discutés lors de notre rencontre. Il m'apparaissait cependant qu'il pourrait être approprié d'avoir une courte discussion, en personne ou au téléphone, quant à vos attentes spécifiques face à l'évaluation de l'entente. Vous pourriez aussi traiter de toutes autres questions incluses dans notre questionnaire.

Je vous invite donc à entrer en communication avec nous au 613-241-2251 pour apporter le suivi que vous jugerez opportun.

Dans l'attente de communications ultérieures, je vous prie d'accepter mes salutations les plus cordiales.

François Dumalne

202-291 Dalhousie, Ottawa (ON) K1N 7E5
Tél: 613-241-2251
Télec: 613-241-2252

PGF/GTA Recherche

Télécopie

À: Réjeanne Guay

À: Marjolaine Schaan

Télec: 416-325-2156

Télec: 994-7080

À: Paul Overy

De: François Dumaine

Télec: 416-325-2156

Pages: 4

Date: 01/12/00

Objet: Plan d'action

CC:

☐ Urgent ☐ Pour info. ☐ Pour commentaires

• **Commentaires:**

Bonjour :

Afin de faciliter notre appel conférence, je vous fais parvenir une copie mise à jour du plan d'action. Nous pourrions en discuter lors de notre rencontre.

Je vous prie d'accepter mes salutations les plus cordiales,


François Dumaine

Gestion scolaire ON Cadre d'évaluation					Page 1																				
ID	Icon	Task Name	Start	Finish	Jan 3, '00							Jan 10, '00							Jan 17, '00						
					S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S
1		1 Gestion	11/19/99	1/12/00																					
2	✓	1.1 Première ébauche du plan d'action	11/19/99	11/19/99																					
3	✓	1.2 Rencontre avec Comité de gestion	11/22/99	11/22/99																					
4	✓	1.3 Réunion d'équipe	11/24/99	11/25/99																					
5		1.4 Conf. tél. avec client	12/10/99	1/12/00																					
6	✓	1.4.1 Appel No 1	12/10/99	12/10/99																					
7		1.4.2 Appel No 2	1/12/00	1/12/00																					
8	✓	2 Revue de littérature	11/30/99	1/7/00																					
9	✓	2.1 Préparer cadre d'analyse	11/30/99	12/3/99																					
10	✓	2.2 Amasser documentation suppl.	11/30/99	12/3/99																					
11	✓	2.3 Analyse	12/3/99	12/7/99																					
12	✓	2.4 Rédiger ébauche d'analyse	12/7/99	12/17/99																					
13	✓	2.5 Soumettre ébauche	1/7/00	1/7/00																					
14		3 Consultation	12/10/99	2/16/00																					
15		3.1 Finaliser liste de participants	1/13/00	1/13/00																					
16		3.2 Questionnaire d'ent. gvt	12/10/99	1/14/00																					
17	✓	3.2.1 Préparer ébauche	12/10/99	12/16/99																					
18	✓	3.2.2 Soumettre ébauche	12/16/99	12/16/99																					
19		3.2.3 Finaliser questionnaire	1/12/00	1/14/00																					
20		3.3 Questionnaire d'entr. Conseils	1/14/00	1/25/00																					
21		3.3.1 Préparer ébauche	1/14/00	1/19/00																					
22		3.3.2 Soumettre ébauche	1/19/00	1/19/00																					
23		3.3.3 Finaliser questionnaire	1/21/00	1/25/00																					
		3.4 Guide d'atelier	2/2/00	2/14/00																					

PGF/GTA Recherche

www.pgf.ca

1/12/00

Gestion scolaire ON				Page 2																				
Cadre d'évaluation																								
ID	Task Name	Start	Finish	Jan 3, '00							Jan 10, '00							Jan 17, '00						
				S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S	S	M	T	W	T	F	S
25	3.4.1 Préparer ébauche	2/2/00	2/4/00																					
26	3.4.2 Soumettre ébauche	2/7/00	2/7/00																					
27	3.4.3 Finaliser guide	2/11/00	2/14/00																					
28	3.5 Entrevues téléphoniques	1/13/00	2/16/00																					
29	3.5.1 Organiser rendez-vous Gvt	1/13/00	1/18/00																					
30	3.5.2 Organiser rendez-vous Conseils	1/24/00	2/2/00																					
31	3.5.3 Administrer les entr. gvt	1/24/00	2/1/00																					
32	3.5.4 Administrer entr. conseils	2/7/00	2/15/00																					
33	3.5.5 Préparer synthèse d'entrevues	2/15/00	2/16/00																					
34	4 Développer modèle logique	1/13/00	3/9/00																					
35	4.1 Ébauche de modèle	2/16/00	3/1/00																					
36	4.1.1 Préparer ébauche du modèle	2/16/00	2/22/00																					
37	4.1.2 Soumettre ébauche au client	2/23/00	2/23/00																					
38	4.1.3 Revoir ébauche avec client	2/25/00	2/28/00																					
39	4.1.4 Finaliser ébauche	2/28/00	3/1/00																					
40	4.2 Atelier	1/13/00	3/7/00																					
41	4.2.1 Établir liste de participants	1/13/00	1/13/00																					
42	4.2.2 Organiser logistique de transport	1/24/00	1/28/00																					
43	4.2.3 Préparer déroulement de l'atelier	2/28/00	2/29/00																					
44	4.2.4 Tenir l'atelier	3/3/00	3/3/00																					
45	4.2.5 Préparer sommaire	3/6/00	3/7/00																					
46	4.3 Finaliser modèle logique	3/7/00	3/9/00																					
47	4.3.1 Finaliser modèle	3/7/00	3/9/00																					
48	4.3.2 Soumettre au Comité de gestion	3/9/00	3/9/00																					

PGF/GTA Recherche

www.pgf.ca

1/12/00

8120-3-00
Gestion scolaire

Gestion scolaire
Projet de développement d'un cadre d'évaluation de l'entente spéciale Canada-Ontario sur la gestion scolaire

Cette note a pour but de faire le point sur le projet du développement d'un cadre d'évaluation de l'entente spéciale Canada-Ontario sur la gestion scolaire lequel est présentement enclenché mais progresse plus lentement qu'initialement prévu.

Historique

- ▶ Les termes de référence du projet ont été finalisés le 4 juin 1999.
- ▶ Les paramètres de la proposition ont été développés et le document mis sur le système d'appel d'offres MERX, le 9 août 1999.
- ▶ La proposition prévoyait que le travail commencerait le 20 septembre 1999 pour se terminer le 31 décembre 1999.
- ▶ Trois compagnies ont répondu à l'appel d'offres et deux d'entre elles ont été jugées aptes à remplir le contrat. Toutefois, leurs soumissions manquaient de clarté, obligeant le ministère de l'Ontario à demander à ces compagnies de fournir de plus amples informations.
- ▶ Finalement, la firme PGF/GTA, ayant fourni la soumission au moindre prix, a été retenue.
- ▶ Le contrat a été préparé et émis le 2 novembre 1999.
- ▶ Une première rencontre a eu lieu à Ottawa le 22 novembre réunissant les représentants de la firme PGF/GTA (François Dumaine et Marc Johnson), les représentants du ministère de l'Éducation de l'Ontario (Réjeanne Guay et Paul Overy) et la représentante des examens ministériels du Patrimoine canadien (Marjolaine Schaan).
- ▶ La firme a remis son plan de travail lequel établissait la durée du projet du 19 novembre 1999 au 12 mars 2000.
- ▶ Récemment, le projet a de nouveau été retardé pour les raisons suivantes:
 - 1) la province a demandé que les consultants rencontrent Madame Marie-Lison Fougère avant que tout autre intervenant dans ce dossier ne soit consulté;
 - 2) les directeurs des Conseils scolaires devraient être officiellement informés de ce projet par Mme Fougère lors de la rencontre du CODELF, prévue pour le 25 janvier prochain. Par conséquent, ces personnes ne pourront être contactées par la firme avant cette date.
 - 3) la période des Fêtes.
- ▶ Le plan de travail révisé prévoit maintenant que ce projet sera complété à la fin avril 2000.
- ▶ Le questionnaire devant servir d'outil pour consulter les représentants clés du Canada et de l'Ontario est prêt. Il vise essentiellement à définir le contexte de la signature de l'Entente, à identifier les ressources investies par les gouvernements et à clarifier certains éléments relatifs à la mise en oeuvre de l'Entente-cadre et de son plan d'affaires. Ces entrevues devraient être complétées vers la fin janvier.
- ▶ Nous avons reçu le 7 janvier 2000, la version préliminaire de la revue de la documentation pertinente et nous nous apprêtons à commenter ce document.

Conclusion

- ▶ Ces contretemps sont malencontreux. Cependant la firme PGF/GTA peut déjà, à partir de l'information fournie par le ministère de l'Ontario, développer une ébauche du modèle logique de cette initiative et déterminer plusieurs questions-clés de l'évaluation.
- ▶ Une des difficultés avec cette initiative réside dans le fait que les "cartes ne sont pas encore toutes jouées". Les budgets de cette initiative n'ont pas encore été pleinement alloués aux Conseils scolaires. Dans quelle mesure les Conseils scolaires ont pu pousser la planification de leurs activités pour les années futures en l'absence d'enveloppe budgétaire précise, reste à déterminer. Dans quelle mesure l'initiative progresse selon l'échéancier établi, reste également à déterminer.
- ▶ Le cadre d'évaluation doit contribuer à aider la province à faire rapport au fédéral sur cette initiative. Toutefois, le premier rapport basé sur le cadre d'évaluation sera celui prévu pour le début de l'année 2001.

Préparé par: Marjolaine Schaan
Gestionnaire de projet - Examens ministériels
7 janvier 2000